GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENTS:

Un Mois, 5 Francs;
Trois Mois, 13 Francs.
Six Mois, 25 Francs.
L'année, 48 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

Les lettres doivent être affranchies.

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les trois jours qui suivent l'expiration des abonnements. Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements.

Sommaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crim.). — Chose jugée; cassation; renvoi; dépens. — Bulletin: Contrefaçon; exception tirée de la nullité du brevet; partage d'opinion; publicité de l'invention; époque de cette publicité. — Guyane française; Cour d'assises; assesseurs; position des questions. — Cour d'assises de la Seine: Affaire Gibou; deux tentatives d'assassinat commises par l'accusé sur sa maîtresse; homicide involontaire d'un garde national. — Cour d'assises de la Circonscription: Affaire de la Solidarité républicaine.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

La séance d'aujourd'hui a été, comme celle d'hier, fort calme et fort insignifiante. L'Assemblée a adopté à une grande majorité le projet de loi tendant à élever de soixante-trois millions le maximum de circulation de la Banque de France. Ce n'est pas que l'honorable M. Raudot n'ait pris à tâche de renouveler ses sinistres prédictions sur l'avenir de nos finances et d'évoquer le souvenir détesté des assignats, mais ce ne sont là que des fantaisies d'imagination qui, nous l'espérons bien, n'auront pas cours dans l'opinion du pays. Quoique notre situation financière ne soit pas une situation normale, que le déficit annuel ait, depuis quelques années, et surtout depuis la révolution de Février, atteint des proportions considérables, que la somme des décrets soit assez forte pour peser lourdement sur le Trésor, pour causer de vives préoccupations au Gouvernement et au pouvoir exécutif, pour commander les plus rigoureuses économies, c'est ce que l'on ne saurait nier; mais le danger n'est pas aussi grand que le prétendent les pessimistes; la pente sur laquelle nous sommes engagés n'est pas si glissante que nous ne puissions la remonter. D'énormes efforts ont déjà été tentés en ce sens; d'importants résultats ont été obtenus; nous en obtiendrons encore d'autres et de plus décisifs. Il faut, d'ailleurs, bien remarquer que le budget des dépenses de l'Etat, dont on faisait si souvent ressortir l'énormité et que M. Raudot portait encore aujourd'hui à dix-huit cent millions, n'est pas, en réalité, aussi élevé qu'il paraît l'être; tout le monde n'en comprend pas le mécanisme; beaucoup de gens s'égarant dans le dédale d'un comptabilité trop compliquée, trop perfectionnée, si l'on veut, et en prennent occasion de présenter, pour nous servir d'une expression de M. Achille Fould, une alarmante fantasmagorie de chiffres. M. le ministre des finances en a donné la preuve en décomposant le budget de 1847. Cette année-là, les dépenses furent portées à 1,622 millions; était-ce à dire pour cela que l'Etat eût demandé une aussi grosse somme aux contribuables? Nullement. Dans ce chiffre de 1,622 millions se trouvaient compris la dotation et la réserve de l'amortissement; les remboursements et non-valeurs, les frais de production et de régie des postes, des tabacs, des poudres, des forêts et domaines, les travaux publics extraordinaires, les dépenses départementales et communales, soit environ 600 millions. En faisant le décompte, le ministre est arrivé à cette conclusion que le pays, en 1847, n'avait pas payé plus d'un milliard pour le service de l'Etat.

Le projet en discussion avait donné lieu à un grand nombre d'amendements. M. Sainte-Beuve demandait l'abolition du cours forcé des billets de la Banque. M. Benjamin Dlessert proposait de limiter à 480 millions, au lieu de 525, le maximum des émissions. M. Martin aurait voulu que la Banque fût tenue d'émettre 35 millions, sur les 73, en coupures de cinquante francs. M. Charles Lagrange insistait pour que la Banque fût obligée d'accepter aux mêmes conditions que le papier de Paris, le papier des commerçants de la banlieue, dans la limite des fortifications. M. Charamaule demandait que les billets de cent francs fussent échangeables contre écus dans toutes les caisses publiques des départements. M. Versigny enfin déclarait le moment venu d'introduire de profondes modifications dans les statuts de la Banque de France. Tous ces amendements ont été rejetés sans grande opposition.

La seconde partie de la séance a été remplie par un débat fort long et fort confus sur un projet du Gouvernement et sur une proposition de M. Clary, concernant la garde mobile, qui doit, comme l'on sait, être licenciée le 31 de ce mois. Le projet du Gouvernement demandait la création d'un quatrième bataillon dans le 1^{er} régiment de la légion étrangère, destiné à recevoir une partie des officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de la garde mobile, auxquels le temps déjà passé sous les drapeaux serait compté comme service militaire. La proposition de M. Clary avait pour but de faciliter, à de certaines conditions, à ces officiers, sous-officiers et soldats l'admission dans les rangs de l'armée. Mais, d'autre part, la Commission, dont le rapporteur était M. le général Bedeau, se refusait à la création de ce quatrième bataillon dans la légion étrangère, par ce motif qu'il n'était pas convenable que des citoyens français fussent appelés à servir leur pays au titre étranger; la Commission avait adopté, en la modifiant, la proposition de M. Clary. La lutte s'est vivement engagée entre M. le ministre de la guerre et M. le général Bedeau; d'autres membres y ont pris part; et, comme on discutait tout à la fois le projet et la proposition, on

n'a jamais pu parvenir à s'entendre; si bien qu'après avoir vu les orateurs se succéder à la tribune pendant deux heures, l'Assemblée, moins éclairée qu'au début, a dû finir par renvoyer la suite du débat à lundi.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Audience du 21 décembre.

CHOSE JUGÉE. — CASSATION. — RENVOI. — DÉPENS.

La cassation d'un arrêt, prononcée sur le renvoi du prévenu, annule non-seulement la condamnation, mais toutes les appréciations faites dans les motifs, même celles qui sont favorables au prévenu; en conséquence, les juges saisis après cassation peuvent, sans violer l'autorité de la chose jugée, reconnaître dans les faits un délit que les précédents juges avaient écarté dans leurs motifs.

Le condamné qui, après avoir fait prononcer la cassation d'un premier arrêt, succombe de nouveau devant les juges de renvoi, ne doit pas être condamné aux frais faits devant les juges qui ont rendu l'arrêt cassé.

Le sieur Four, secrétaire-général de la préfecture du Jura, était en même temps correspondant, dans ce département, du sieur Dupont, éditeur du Bulletin officiel des Communes et de l'Echo des Communes. Le prix de l'abonnement à ces publications est, pour les particuliers, de 4 fr. pour le Bulletin et de 15 fr. pour l'Echo; mais, pour les communes, il est seulement de 3 et de 11 fr. Quoi qu'il en soit, il paraît que par suite du dol du sieur Four, le préfet a été amené à ordonner la dépense des abonnements des communes au prix de 4 fr. et de 15 fr., et il est arrivé que Four, touchant sur ce pied, ne rendait compte à l'éditeur que sur le pied de 3 et de 11 fr., et s'appropriait la différence. Des poursuites furent dirigées contre Four, et par suite intervint, le 19 avril 1848, un arrêt de la Cour de Besançon, chambre correctionnelle, déclarant que les faits imputés à Four n'ont pas le caractère de manœuvres frauduleuses dans le sens de l'art. 405 du Code pénal, qu'ils ne constituent pas l'escroquerie, mais qu'ils constituent le larcin ou filouterie. Cet arrêt condamna le Sieur Four à deux ans d'emprisonnement, par application de l'art. 401. Mais, sur le pourvoi de celui-ci, la cassation fut prononcée le 1^{er} septembre 1848, pour fautive application de l'article précité, et la cause fut renvoyée devant la Cour de Lyon.

Cette Cour, par arrêt du 30 août 1849, a jugé que les faits imputés à Four comportaient des manœuvres frauduleuses; elle l'a en conséquence déclaré coupable d'escroquerie, et l'a condamné à la peine de deux ans d'emprisonnement et aux dépens, même à ceux faits devant la Cour de Besançon et devant la Cour de cassation. Nouveau pourvoi.

M. Lanvin a proposé et développé deux moyens de cassation: 1^o violation de l'autorité de la chose jugée par l'arrêt de la Cour de Besançon, qui avait décidé que les faits n'avaient pas le caractère de manœuvres frauduleuses et ne constituaient pas l'escroquerie, et qui, en ce chef favorable au prévenu, avait dû demeurer en dehors de la cassation prononcée le 1^{er} septembre 1848, et ce, d'après le principe que la cassation d'un arrêt sur le pourvoi du condamné, ne doit pas lui nuire et laisse subsister les chefs de l'arrêt qui lui sont favorables; 2^o violation de la chose jugée par l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} septembre 1848, dont l'effet a été nécessairement d'affranchir le sieur Four de frais de la procédure faite devant cette Cour et devant la Cour de Besançon.

La Cour, au rapport de M. le conseiller Moreau, et sur les conclusions conformes de M. Plougoum, avocat-général, a rejeté le premier moyen, en se fondant sur ce que la cassation prononcée le 1^{er} septembre 1848, avait mis au néant la totalité de l'arrêt de la Cour de Besançon.

Mais, sur le deuxième moyen, la Cour a cassé, par voie de retranchement et sans renvoi, en se fondant sur ce que le condamné, qui fait prononcer la cassation, est par cela même libéré des frais de la procédure faite devant la Cour dont l'arrêt a été cassé, et de ceux de l'instance en cassation.

Bulletin du 22 décembre.

CONTREFAÇON. — EXCEPTION TIRÉE DE LA NULLITÉ DU BREVET. — PARTAGE D'OPINION. — PUBLICITÉ DE L'INVENTION. — ÉPOQUE DE CETTE PUBLICITÉ.

En matière de contrefaçon, lorsque le prévenu a opposé l'exception tirée de la nullité du brevet, l'arrêt de partage qui intervient sur cette exception entraîne de plein droit son admission, suivant ce principe qu'en matière criminelle, le partage d'opinions suffit pour l'acquiescement.

La constatation qu'avant la délivrance (et non avant la demande en délivrance) du brevet, le breveté a communiqué son procédé à prix d'argent, et sous le sceau du secret, à quatre industriels, ne suffit pas pour autoriser le juge à déclarer la publicité de l'invention et, par suite, la nullité du brevet.

Cassation partielle, au rapport de M. le conseiller Isambert, sur le pourvoi formé par le docteur Bockert contre un arrêt rendu par la Cour d'appel de Douai (chambre correctionnelle), le 21 août 1849, au profit d'un sieur Remy; M. l'avocat-général Plougoum, conclusions contraires, sur la 2^e question; plaidant M^{rs} Hardouin et Fabre. (Nous donnerons le texte de cet arrêt.)

GUYANE FRANÇAISE. — COUR D'ASSISES. — ASSESSEURS. — POSITION DES QUESTIONS.

À la Guyane française, et conformément aux articles 67 68 de l'ordonnance du 21 décembre 1828, organique de l'ordre judiciaire et de l'administration de la justice dans cette colonie, les assesseurs doivent délibérer avec les juges de la Cour d'assises sur la position des questions, alors même que cette opération présente quelque point contentieux; par exemple, dans le cas où il s'agit d'apprécier si la question posée d'abord par la Cour est entachée de complexité, ou de décider si une question nouvelle doit être posée comme résultant des débats. Ce ne sont pas là des incidents de droit ou de procédure dont les juges doivent connaître exclusivement, aux termes de l'ordonnance sus-énoncée.

Mais sur un pareil incident, un arrêt publiquement rendu et motivé, doit intervenir, conformément à l'art. 4 de la même ordonnance et au droit public. Il ne suffit pas que la Cour d'assises déclare qu'il n'y a lieu à statuer.

Cassation d'un arrêt de la Cour d'assises de la Guyane française, du 29 août 1849, qui condamnait le nommé Joseph Orphile à vingt ans de travaux forcés pour crime de viol sur la personne d'une enfant âgée de moins de quinze ans.

Rapporteur, M. Meyromont de Saint-Marc; conclusions conformes de M. Plougoum, avocat-général; plaidant, M^{rs} Gatine.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Bresson.

Audience du 22 décembre.

AFFAIRE GIBOU. — DEUX TENTATIVES D'ASSASSINAT COMMISES PAR L'ACCUSÉ SUR SA MAÎTRESSE. — HOMICIDE INVOLONTAIRE D'UN GARDE NATIONAL.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les tristes détails que nous avons donnés dans les premiers jours de septembre dernier, sur la catastrophe dont un café de la rue de Chabrol a été le théâtre, et dont un honnête père de famille, le sieur Combes, a été si fatalement la victime. Le sieur Combes, père de famille, qui laisse trois enfants en bas âge, revenait de rendre à un camarade de sa compagnie les derniers honneurs, quand la fatalité le fit entrer pour se rafraîchir dans un café de la rue Chabrol. Là se trouvaient Gibou et sa maîtresse, qui voulait retourner dans son pays et qui n'avait manqué que de quelques minutes le convoi du chemin de fer. Une vive discussion s'agitait entre eux, et la terrible fin de ces débats fut un coup de pistolet, qui s'égarait malheureusement et alla atteindre le sieur Combes, qui mourut sur la place.

L'auteur de ce malheur vient rendre compte de ses actes à la justice. C'est un homme de haute taille, blond de teint et d'une figure qui ne manque pas de distinction. Il porte d'épaisses moustaches, qu'il a conservées depuis l'époque où il était lieutenant de la garde mobile.

Sur la table des pièces de conviction, on voit une partie des effets d'habillement que portait la femme avec laquelle l'accusé a longtemps vécu, et qu'il a, suivant l'accusation, tenté deux fois d'assassiner.

On voit aussi sur cette table les deux pistolets de calibre qui ont servi à commettre les faits reprochés à l'accusé. Au-dessus de ces armes sont la tunique et le pantalon d'uniforme que portait Combes le jour où il a été si malheureusement atteint par le coup qui ne lui était pas destiné.

M. le président: Accusé, quels sont vos nom et prénoms?

L'accusé: Auguste Gibou.

D. Votre âge? — R. Trente-un ans.

D. Votre état? — R. Ex-lieutenant dans la garde mobile, 12^e bataillon.

D. Où êtes-vous né? — R. A Lunéville.

D. Où demeurez-vous quand vous avez été arrêté? — R. A Paris.

M^{rs} Nogent Saint-Laurens, avocat, est assis au banc de la défense.

M. l'avocat-général Suin occupe le siège du ministère public.

M. le greffier Commerçon donne lecture de l'acte d'accusation, qui est ainsi conçu:

Dans le courant de 1844, Auguste Gibou, ouvrier parqueteur, à Paris, fit la connaissance de la nommée Hortense Leredde, couturière, et bientôt des relations intimes s'établirent entre eux. Cette liaison se prolongea jusqu'en 1847, et s'est rompue vers la fin de cette année.

Peu de temps après, la révolution de Février ayant éclaté, Gibou y prit une part active et fut nommé lieutenant du 12^e bataillon de la garde mobile. A cette époque il renoua ses rapports avec la fille Leredde, et manifesta l'intention de l'épouser; mais son bataillon ayant été envoyé en garnison à Bayonne, il ne put accomplir ce projet; néanmoins sa maîtresse consentit à aller le rejoindre dans cette ville.

Là, s'il faut l'en croire, l'accusé l'accabla de mauvais traitements, et bientôt son inconduite, ses désordres furent tels, qu'il perdit son grade et qu'on l'expulsa de la garde mobile. Alors, privé de toutes ressources, il se décida à quitter Bayonne et à revenir habiter Paris, abandonnant son ancienne maîtresse; mais quelques jours après, celle-ci le rejoignit encore, et, malgré l'abandon dans lequel elle avait été laissée, elle consentit à vivre avec lui comme par le passé. Ce rapprochement, à la suite d'une telle rupture, ne pouvait être de longue durée. La fille Leredde, la première, après quelques scènes violentes qui éclatèrent entre elle et l'accusé, comprit qu'elle devait rompre les liens qui l'unissaient à ce dernier.

Elle quitta donc, à l'insu de Gibou, leur domicile commun, et vint se réfugier rue d'Angivillers, 6, sans faire connaître à celui-ci son nouveau domicile. Cette brusque séparation, si peu prévue par l'accusé, sembla réveiller dans son cœur l'affection qu'il avait conçue autrefois pour la fille Leredde. Il témoigna une vive contrariété de son départ, et se livra à d'actives recherches pour savoir ce qu'elle était devenue. Il découvrit enfin la maison qu'elle habitait; néanmoins il n'osa pas se présenter chez elle, et se contenta de lui demander par écrit un rendez-vous.

Le 4 septembre 1849, vers dix heures du soir, il chargea un sieur Hubard, facteur d'instruments, qu'il rencontra par hasard rue d'Angivillers, de remettre à cette fille la lettre qu'il lui adressait à ce sujet, lui recommandant de lui rapporter la réponse.

Hortense Leredde, sachant que Gibou l'attendait, descendit aussitôt et vint à sa rencontre. Ils échangèrent quelques paroles et une altercation des plus vives ne tarda pas à s'élever entre eux. Le sieur Hubard, témoin de cette scène, craignant que l'accusé ne se livrât à quelques violences graves envers Hortense Leredde, s'empressa d'intervenir et de reprocher à celui-ci sa conduite. Gibou s'éloigna. Le sieur Hubard, d'après les paroles qu'il avait entendues sortir de la bouche de ce dernier, comprit que la fille Leredde était exposée à quelque attentat de sa part. Aussi insista-t-il vivement auprès d'elle pour qu'elle quittât Paris.

La fille Leredde promit de suivre son conseil et le conjura de lui accorder sa protection jusqu'au moment de son départ. Il fut convenu qu'elle irait demander un asile à sa famille qui habite la commune de Nanteuil-sur-Marne. Par suite de cette détermination, Hubard, le 11 septembre, vint la prendre dans un fiacre pour la conduire à l'embarcadere du chemin de fer de Strasbourg. Malheureusement, quand ils arrivèrent à l'embarcadere, le convoi venait de partir. En attendant le départ suivant, ils se décidèrent à se promener dans le voisinage; mais, à leur grand surprise, ils rencontrèrent l'accusé, qui, étant parvenu à savoir les projets d'Hortense Leredde, s'était empressé de courir à sa poursuite. A sa vue, celle-ci voulut fuir; mais Hubard la rassura. L'accusé la pria de lui accorder un instant d'entretien avant de partir, et elle consentit à ce qu'il entrât avec eux dans un café situé rue de Chabrol, 17, où il devait attendre le prochain convoi. Tous les trois s'assirent à une table. Gibou et Hubard se faisaient face, et la fille Leredde était placée auprès de ce dernier.

A une table distante de trois mètres virent s'asseoir deux autres personnes, le sieur Majolat, capitaine dans la garde

nationale, et le sieur Combes, simple garde national, tous deux en uniforme.

Hortense Leredde et l'accusé, dans cette entrevue, s'adressèrent réciproquement de vifs reproches, et ce dernier insista surtout pour qu'elle écrivit à sa mère une lettre qui devait, dans sa pensée, justifier sa conduite, ou, du moins, atténuer ses torts vis-à-vis de cette femme, qui avait en vain essayé de rompre sa liaison coupable avec la fille Leredde; mais ses prières furent inutiles. Gibou, sentant alors qu'il ne pourrait vaincre sa résistance, s'écria tout à coup: « Je suis un homme perdu; je n'ai plus qu'à me brûler la cervelle. »

A ces mots, il se leva, s'appuya contre la muraille, et tira de sa poche un pistolet qu'il dirigea contre Hortense en tirant sur elle presque à bout portant. Le coup partit, mais la fille Leredde, qui s'était aperçue de son mouvement, baissa rapidement la tête, et la balle, après lui avoir traversé la peau à la partie supérieure de l'épaule gauche, alla frapper le côté droit du garde national Combes, qui tomba et rendit aussitôt le dernier soupir.

Hortense prit la fuite sur-le-champ, et, s'élançant hors du café, elle se jeta dans une boutique contigue, celle du sieur Kiel, pâtissier, qu'elle traversa pour aller se cacher sous un escalier. L'accusé, qui s'était attaché à ses pas, ayant à la main un second pistolet, parut immédiatement dans la boutique, y pénétra malgré la résistance du pâtissier, brisa une vitre de la porte du fond, fermée par Hortense, et s'avança jusqu'au lieu où était cachée cette fille, qui, frappée de terreur en l'apercevant, se précipita de nouveau hors de la boutique, la franchit rapidement et atteignit la rue.

Cette fuite fut tellement instantanée que l'accusé ne put pas arrêter la fille Leredde; néanmoins, au moment où elle touchait le seuil de la boutique, il tira sur elle un second coup de pistolet qui ne partit pas.

Furieux de n'avoir pu la frapper, il s'élança encore à sa poursuite. Heureusement, le capitaine Marjolot et Hubard se jetèrent au-devant de lui. Le premier le renversa et le second lui arracha son pistolet qui fut trouvé chargé, garni de capsules et armé. Un sergent de ville, le sieur Edat, l'arrêta et le conduisit au poste. Pendant le trajet, cet agent entendit l'accusé s'écrier: « Mon plus grand regret est de l'avoir manquée. » Et le sieur Hubard, de son côté, distingua ces mots: « C'est une malheureuse; je voulais la tuer et me tuer ensuite. »

Une instruction dirigée contre Gibou constata les faits que l'on vient d'analyser. Le médecin appelé à visiter la fille Leredde et à procéder à l'autopsie du cadavre du sieur Combes, déclara que la blessure qu'Hortense portait à l'épaule avait été causée par un projectile rond, lancé par une arme à feu, et que la mort du sieur Combes était due à une balle sortie d'une arme à feu, laquelle avait traversé la poitrine d'arrière en avant.

Dans son interrogatoire, Gibou a déclaré qu'en dirigeant son arme sur Hortense Leredde, à laquelle son intention était d'arracher la vie, il avait involontairement donné la mort au sieur Combes; que son but, en se rendant à l'embarcadere, était de tuer sa maîtresse et de se tuer ensuite, dans le cas où elle refuserait d'écrire la lettre qu'il lui avait demandée, que, plus tard encore, en poursuivant Hortense dans la rue avec un second pistolet, il avait le projet d'attenter à ses jours, mais qu'il n'avait pu accomplir sa résolution, ayant été arrêté.

Cependant, dans ses derniers interrogatoires, il s'est efforcé de modifier ces aveux en soutenant qu'il n'y avait pas eu de préméditation de sa part, et que l'on se trompait en alléguant qu'il avait voulu, dans la boutique du sieur Kiel, tirer un second coup de pistolet sur la fille Leredde. Il ajoute qu'en attendant aux jours de celle-ci, il avait été dominé par l'irritation qui précédemment s'était emparée de lui.

Un tel système de défense ne peut se soutenir devant ses premières déclarations toutes spontanées. Comment d'ailleurs admettre qu'il n'était pas dans sa pensée d'assassiner Hortense Leredde, lorsqu'on le voit armé avec le crime de deux pistolets, qu'il dit lui-même avoir été destinés, l'un à tuer cette fille, l'autre à se frapper ensuite?

Comment croire encore que, dans la boutique du sieur Kiel, il n'ait pas tenté de tirer un second coup de pistolet sur sa maîtresse, quand ce dernier ateste qu'il a entendu le bruit du chien qui s'abat sur la cheminée, et que, sous ses yeux, l'accusé a réarmé son pistolet?

Des documents si décisifs ne sauraient laisser de doutes sur son crime et sur la préméditation avec laquelle il a été accompli.

En conséquence, Auguste Gibou est accusé de deux tentatives d'assassinat sur la personne de Hortense Leredde, et d'homicide par imprudence sur la personne du garde national Combes.

Crimes et délits complexes prévus par les articles 2, 302 et 319 du Code pénal.

On fait retirer les témoins, et M. le président procède à l'interrogatoire de l'accusé. Nous ne reproduisons pas cette partie du débat, parce que les explications qu'il a fournies sont déjà connues par l'acte d'accusation, et vont se compléter sur chacun des dépositions que le jury et la Cour vont entendre.

AUDITION DES TÉMOINS.

Edmond-Louis Hubard, 28 ans, facteur d'instruments; Je passais, à dix heures, rue Saint-Honoré, huit jours avant l'affaire; je rencontrai l'accusé qui me pria de porter une lettre à M^{lle} Hortense. Celle-ci me dit: « Je sais ce que c'est. » Et elle descendit. Elle lui demanda: « Que voulez-vous? » Alors il s'emporta, voulut l'emmenner de force et menaça de la frapper. Je m'y opposai en lui disant que je ne voulais pas être un valet de bourreau.

M^{lle} Hortense me dit qu'elle donnerait tout au monde pour être débarrassée de M. Gibou. Je fus donc fort étonné quand M. Gibou me montra une lettre de M^{lle} Hortense, qui portait ceci: « Je vous attends, rue d'Angivillers, pour coucher; apportez-moi 15 fr. » Je soupçonnai, et c'était vrai, que cette lettre était fautive.

Après le récit de quelques autres faits sans importance, le témoin arrive à ceux qui se sont passés à l'embarcadere du chemin de fer.

« Il était trois heures et demie, dit-il, quand nous sommes arrivés, M^{lle} Hortense et moi; à l'embarcadere. Le convoi était parti à trois heures. Nous nous sommes promenés pendant trois quarts d'heure. M. Gibou est apparu; M^{lle} Hortense a voulu se sauver; mais M. Gibou nous a abordés, et ils ont échangé des mots que je ne veux pas répéter.

D. Il faut tout dire ici. — R. Ils ont dit des mots obscènes.

D. Est-ce des mots obscènes ou des reproches sur la délicatesse? — R. Il y avait de l'un et de l'autre.

D. Que disaient-ils? — R. La demoiselle Hortense lui disait qu'il était un malhonnête homme, un escroc.

D. Et lui? — R. Il lui disait qu'elle était malade, que je devais l'être; qu'elle avait trente-six ans.

D. Que répondait-elle? — R. Qu'elle n'avait pas d'amans.

D. A-t-il nommé quelqu'un? — R. Il a nommé Victor et Hippolyte.

D. Que s'est-il passé? — R. Nous sommes allés au café

Scheffer, pour qu'ils puissent s'expliquer. Les injures ont recommencé, et je leur ai dit que ce n'était pas le moyen de s'entendre. L'accusé était très-animé; il voulait que la demoiselle Hortense revint avec lui, et disait que si elle refusait de le faire, il se brûlerait la cervelle. Je le détournai de son projet, en lui disant que, pour une femme, ce n'était pas la peine de se brûler la cervelle. (On rit.)

Nous consommâmes quelque chose, et quand le garçon fut payé, l'accusé tira deux pistolets et vous savez ce qui s'est passé ensuite. On a dit qu'il avait cherché à faire usage de son second pistolet, c'est exact; et je me suis de suite emparé de son second pistolet, qui était encore chargé et garni de sa capsule.

L'accusé : Le témoin, dans la lettre qui a été saisie, s'accuse auprès d'Hortense de s'être présenté chez elle sans permission. Il y était donc allé le mercredi ?

Le témoin : Ce que vous dites de la lettre est vrai; je m'excuse, en effet, auprès d'elle, mais c'est de lui avoir remis la première lettre, et d'avoir servi d'intermédiaire dans une telle affaire.

M. l'avocat-général Suin : Dans une lettre où vous parlez de la visite que vous a fait, Mlle Hortense, vous regrettez qu'elle soit venue accompagnée de qu'un; vous dites que vous auriez préféré qu'elle vint seule.

Le témoin : Ah! voici. Quand M. Gibou fut arrêté, le premier jour, et conduit au poste du Louvre, je lui remis une adresse pour qu'elle s'adressât à moi si elle avait besoin de services. Elle crut que cette adresse lui était donnée par le capitaine du poste, et c'est à lui qu'elle crut faire une visite de remerciements. Au lieu d'un officier aux manières distinguées, elle avait trouvé un ouvrier aux manières rudes et grossières (l'attitude et les expressions dont se sert le témoin prouvent qu'il se juge avec trop de sévérité), et je lui faisais excuse de la surprise qu'elle avait dû éprouver. M. Gibou a cru et croit peut-être que je suis l'amant de M^{lle} Leredde; il croyait même que j'étais un des anciens amans de cette demoiselle; il a tort, car je ne la connaissais pas avant qu'il me chargât de lui envoyer une lettre. Je n'ai donc pu être chargé ici ni l'accusé, ni M^{lle} Leredde. Je ne les connais ni l'un ni l'autre.

L'accusé : Monsieur m'a traité de lâche à l'embarcadere. Le témoin : Non, monsieur; et la preuve, c'est que lorsque je vous engageais à partir pour la légion étrangère où vous étiez engagé, vous m'avez laissé la médaille dont vous étiez décoré. Si je vous avais appelé lâche, vous ne m'auriez pas laissé ce souvenir.

L'accusé : Monsieur le président, le témoin m'a répété cette injure en prison, à la Force, dans une lettre. Le témoin : Ah! c'est différent; c'est à cause de votre conduite. L'accusé avait l'idée que j'étais l'amant de sa maîtresse, et il est venu à la maison dire à ma femme que j'étais allé au Château-Rouge. J'ai trouvé cette conduite indigne, et j'ai écrit à monsieur que c'était lâche.

M. le président : Accusé, cette conduite n'était pas générale. L'accusé : J'avais alors la tête perdue. Le témoin : Je le crois. (Mouvement d'approbation.)

L'accusé : La demoiselle Hortense ne m'a-t-elle pas dit que, depuis six ans, elle se moquait de moi et ne m'avait jamais aimé ?

Le témoin : Elle a dit ça. L'accusé : N'a-t-elle pas dit que ma mère ne valait pas mieux que moi ?

Le témoin : Je n'ai pas entendu cela. La demoiselle Zoé Laurent, 29 ans, dépose : Le 13 juillet, l'accusé est venu me demander un logement pour lui et une jeune femme qu'il ne voulait pas, disait-il, loger en garni. Les premiers jours ont été très calmes, mais les discussions n'ont pas tardé à éclater. M. Gibou est parti en me devant 40 francs. Je me plaignais à M^{lle} Leredde; elle me dit : « Si l'est perdu pour vous, je crains qu'il ne le soit pas pour moi. » Quelques jours après, M^{lle} Hortense vint me voir; elle me dit ce qui s'était passé le mardi, près du Louvre, et me demanda si j'étais allé au Château-Rouge. Je lui dis que non, et elle me dit : « M. Gibou avait dit souvent : « Il y a un crime entre nous deux; je me ferai sauter le caisson, mais je le tuera. »

A chaque instant, c'étaient des commissionnaires qui venaient demander soit M. Gibou, soit sa maîtresse. Je répondis que je n'avais ni l'un ni l'autre. Je compris que Gibou n'était pas loin, et craignant qu'il ne passât quelque chose de grave, j'engageai Hortense à quitter Paris, et à retourner chez sa mère. Elle suivit mon conseil, et le lendemain elle se rendit au chemin de fer.

M. Gibou nous faisait peur par ses violences. C'est moi qui l'ai supplié de ne pas nous abandonner, de veiller sur nous et de nous protéger au besoin.

L'accusé : Comment le témoin connaissait-il le jeune homme dont elle a parlé dans l'instruction, et que j'aurais chargé de l'expulser ?

Le témoin : Qu'est-ce que ça peut vous faire ? L'accusé : Mademoiselle a eu un enfant de ce jeune homme; l'enfant est mort, et mademoiselle disait à Hortense, en parlant de ce jeune homme : « C'est un gamin de dix-sept ans, je n'en veux plus; nous irons aux Tuileries, nous ferons un amant; s'il ne vaut rien, nous en ferons un autre. » Je n'approuvais pas ces excitations à la prostitution.

Le témoin : Tout cela ne peut m'atteindre; vous vous faites du mal par vos mensonges.

M. le président : Mademoiselle vous a obligé en recevant chez elle et vous et votre maîtresse. Vous êtes parti en lui devant de l'argent, et c'est ainsi que vous vous montrez reconnaissant ?

M. l'avocat-général Suin : Et sans aucune nécessité pour votre défense. Le témoin : Quand la fille Leredde fut partie de chez moi, un monsieur me demanda de me parler. C'était M. Chousanis. Il me demanda Hortense; je lui dis que je ne l'avais plus chez moi. Nous parlâmes de cette fille, dont il me dit qu'il était l'amant. Il voulut la voir à toute force pour lui communiquer des choses du plus haut intérêt. Dans la conversation, il m'avertit que Gibou était sorti le matin avec deux pistolets et qu'il voulait tuer Hortense.

M. Nogent de Saint-Laurens : Chousanis est assigné, Dieu merci ! Je prie MM. les jurés de n'accepter ceci que sous bénéfice d'inventaire.

Le témoin : M. Chousanis me raconta que M. Gibou se vantait d'avoir été mon amant et de m'avoir esroqué 40 fr.; que c'était précisément parce qu'il était mon amant qu'il ne me payait pas. J'avoue que tout cela me faisait beaucoup rire.

M. le président : Ceci n'est pas du procès. Allez vous asseoir. Faites venir le témoin Leredde.

On introduit la demoiselle Hortense Leredde. Cette jeune fille est assez jolie; ses traits ne manquent pas de distinction. Elle est d'une petite taille; elle est coiffée d'une capote feutre gris recouvert d'un voile noir. Sur sa robe vert-chambord, elle porte un crinpin de velours noir. Ses mains sont passées dans un manchon. Un grand silence s'établit.

Hortense Leredde, 23 ans, couturière : J'ai connu M. Gibou en 1843, ça a duré deux ans, et je l'ai perdu de vue jusqu'après la révolution de février. Il était lieutenant dans la garde mobile. Il est parti pour Bayonne, où je suis allé le rejoindre.

D. C'est vous qui lui avez fait écrire pour obtenir d'aller le rejoindre. — R. Oui. — D. Vous y êtes restée quelque temps ? — R. Oui, monsieur, et j'y ai été malheureuse par son caractère et ses maltraitemens continuel. Il est revenu à Paris, et j'y suis revenue aussi.

Le témoin raconte la scène de la rue de l'Oratoire-du-Louvre, que le témoin Hubard a déjà fait connaître. C'est à partir de ce moment que la fille Hortense a pris la résolution de quitter Paris et de retourner dans sa famille.

D. Que s'est-il passé au chemin de fer ? — R. M. Hubard était avec moi, nous avions manqué le convoi. Gibou arriva, en me disant : « N'avez pas peur aujourd'hui. Il y a quinze jours je l'aurais tué; aujourd'hui je ne le ferai rien. » Nous échangeâmes beaucoup de paroles. Il répétait toujours : « Je suis un homme perdu; que vais-je faire ? » Je lui répondis : « Quand on a du cœur on n'est jamais perdu... » J'allais lui dire : « Vous n'êtes guère susceptible d'en avoir... » quand le coup de pistolet est parti.

D. Vous avez cependant échangé des mots fort vifs ? — R.

Il m'a dit que j'étais une femme prostituée; c'est alors que je lui ai rendu un porte-monnaie qui me venait de sa mère; il l'a repris.

D. L'accusé dit que ses dettes provenaient des dépenses qu'il a faites pour vous ? — R. C'est une fausseté. J'ai tant dépensé pour lui qu'il a pu dépenser pour moi.

L'accusé : Le témoin ne ces dépenses. Demandez-lui si elle n'a pas eu une paire de bottines. (Rumeurs.)

M. l'avocat-général Suin : Ne relevez donc pas des misères semblables. Le témoin : Je lui ai toujours donné de bons conseils. Sa mère m'aimait beaucoup et sa famille aussi.

D. Vous avez été présentée dans la famille de l'accusé comme femme future de Gibou ? — R. Oui. — D. L'accusé était-il jaloux ? — R. Non, monsieur. — D. Et il a su vos relations avec Chousanis ? — R. Oui. — D. Et il acceptait cette communauté ? — R. Très bien, monsieur, très bien.

M. Nogent : Il avait quitté mademoiselle depuis deux ans pour laisser à mademoiselle les moyens de se marier avec Chousanis.

L'accusé : Et pendant qu'elle était à Bayonne avec moi, elle continuait sa correspondance avec Chousanis. Le témoin : J'ai été deux ans avec M. Chousanis, et je n'ai qu'un regret, c'est de l'avoir quitté pour renouer avec M. Gibou. Sa santé a été le malheur de ma vie.

M. Suin : Qu'a-t-elle fait à Bayonne, si vous ne voulez pas l'épouser ?

Le témoin : J'y allais parce que sa mère me disait : « Vous pouvez y aller; vous empêcherez mon fils de faire des bêtises. (On rit.)

M. l'avocat-général : Ah! c'était par dévotement ? M. Nogent : Le témoin passait pour la femme de Gibou aux yeux des officiers.

Le témoin : Oh! ils savaient bien ce qui en était. M. Nogent : Le témoin a pris cette qualité dans un passeport. Le témoin : C'est vrai.

M. le président donne lecture de plusieurs lettres saisies sur Gibou et à son domicile par le commissaire de police, ce qui a eu le tort de joindre ces lettres aux pièces à conviction, ce qui fait, bien que l'une de ces lettres soit fort importante, que ni l'accusation ni la défense, n'en ont eu connaissance avant cet instant.

Cette lettre est adressée par Gibou à un sieur Porin, demeurant rue Macon. Elle contient le don de plusieurs effets d'habillement, l'annonce du crime qu'il médite et du suicide qui doit suivre, ce qu'il appelle un duel légal. Cette lettre se termine ainsi :

« Priez Dieu ou le diable pour moi, ça m'est égal; j'étais toujours dit à Hortense que je la tuerais si elle me trompait; elle a fait cinq ou six amans, et je l'ai punie. »

« Avis aux femmes infidèles, ou plutôt à toutes. » (On rit.)

M. Nogent : Je demande au témoin si, avant M. Chousanis, elle n'a pas eu un enfant d'un autre individu ?

Le témoin : Oui, mais pas à Paris. M. Nogent : Oh! je ne tiens pas à ce que ce soit à Paris. Le témoin se retire.

On entend le sergent de ville qui a arrêté Gibou. A ce moment, Gibou poursuivait une femme qui fuyait; il l'ajustait.

Le témoin dit que Gibou manifestait le regret d'avoir manqué son coup; seulement le témoin ne sait pas si l'accusé se disait ça intérieurement, ou s'il a proféré tout haut ce regret.

M. Marjolat : Je revenais, avec M. Combes, qui appartenait à ma compagnie, de rendre les derniers devoirs à l'un de nos camarades. Nous sommes entrés dans un café de la rue Neuve-Chabrol, et nous nous sommes placés à une table à laquelle distance de laquelle étaient deux messieurs et une femme. Une discussion paraissait les diviser, mais comme cela ne nous regardait pas, j'y faisais peu attention.

Tout à coup j'entends une détonation, et notre pauvre Combes tombe pour ne plus se relever. (Sensation.) Je jamba la table et courus après l'individu qui avait tiré, et je l'atteignis hors du café. Je le saisis à la gorge et le balançai pendant quelque temps. Voyant qu'il ne tombait pas, je lui donnai un croc-en-jambe et je le renversai. Un autre citoyen qui était là lui arracha un pistolet chargé qu'il tenait encore à la main.

Le sieur Edat, sergent de ville, qui a arrêté l'accusé, dépose de faits connus par l'acte d'accusation.

Le sieur Kiel, pâtissier, et son garçon, font des dépositions qui n'apprennent rien de nouveau.

On entend les témoins à décharge.

M. Chousanis, employé : Quelques jours avant les faits dont il s'agit, M. Gibou paraissait fort préoccupé du départ de M^{lle} Hortense; il me dit qu'elle l'avait trompé, qu'elle n'avait trompé et qu'elle avait pour amans Carpentier et Hubbard. Je le trompais sur ces deux points. Carpentier est mon ami; je le mis en présence de Gibou, et celui-ci convint qu'il s'était trompé. Quant à M. Hubbard, dont il me montrait une lettre, je lui fis comprendre, par cette lettre même, qu'il se trompait sur le compte de cet individu. Il était très exaspéré.

M. Nogent : La fille Hortense n'a-t-elle pas dit au témoin qu'elle revenait de Lunéville pour le soigner du choléra, quand en réalité c'était pour aller rejoindre l'accusé à Bayonne ?

M. Chousanis, C'est vrai. D. N'est-ce pas avec 300 francs que le témoin a remis à cette fille qu'elle est allée rejoindre Gibou à Bayonne ? — R. Oui, Monsieur.

Une dame, chez laquelle Hortense a demeuré pendant cinq semaines, est appelée pour déclarer si elle n'a pas su que cette fille recevait un grand nombre de visiteurs. Elle dit que chez elle il ne se passait rien. Mais elle décochait souvent.

L'accusé : Et Victor ?

Le témoin : Victor ? Connais pas. La bonne du précédent témoin est entendue; elle n'en sait pas plus long que sa maîtresse.

Le sieur Lefevre, ex-garde mobile, se rappelle qu'en avril 1848, deux dames l'ont accostée au Luxembourg en lui demandant M. Gibou, Gibou dit, en voyant ces dames, qu'il y en avait une qui était son ancienne maîtresse. Il parut étonné de la revoir.

On suspend l'audience pendant quelques instans. Quand elle est reprise, un de MM. les jurés demande, au nom du jury tout entier, à être bien renseigné sur l'origine, la nature, la durée et la simultanéité des relations de la fille Hortense avec le sieur Chousanis et le sieur Gibou.

M. Chousanis est rappelé. Il résulte des explications qu'il fournit, que ses relations avec la fille Hortense datent du 19 mars 1844; que c'est à son insu que cette fille s'est liée avec Gibou; qu'il a cru, quand elle l'a quitté, qu'elle partait pour Lunéville, et qu'il a, en effet, reçu d'elle des lettres datées et timbrées de cette ville, bien qu'il ait su plus tard qu'elles avaient été écrites à Bayonne; que la fille Hortense faisait passer ces lettres par son frère, toutes choses qui lui ont été révélées par Gibou quelques jours seulement avant les faits du procès actuel.

M. l'avocat-général Suin soutient l'accusation sur tous les chefs, en reconnaissant que des débats sont nées des révélations qui peuvent porter le jury à atténuer son verdict, mais qui, dans aucun cas, ne sauraient valoir à l'accusé un verdict d'absolution complète.

M. Nogent-Saint-Laurens présente la défense. M. le président résume les débats et le jury entre en délibération à cinq heures un quart.

A six heures un coup de sonnette annonce la fin de la délibération; et le jury rentre en séance.

Il est donné lecture du verdict. L'accusé est déclaré coupable sur les trois chefs d'accusation, c'est-à-dire les deux tentatives d'assassinat, mais sans préméditation, et sur l'homicide involontaire commis sur la garde national Combes.

Le jury a admis des circonstances atténuantes en fa-

veur de Gibou. M. le président : Accusé, avez-vous quelque chose à dire sur l'application de la peine ?

L'accusé : Non, monsieur le président. (Se tournant vers MM. les jurés.) Messieurs, je vous remercie.

M. Nogent-Saint-Laurens : Je recommande Gibou à la bienveillante indulgence de la Cour.

La Cour, par application des articles 2, 302, 311, 319, 463, condamne Gibou à six années de réclusion.

Après cette affaire, on en appelle une seconde qui avait été portée sur le rôle de cette audience, bien que celle qui vient d'être jugée fût de nature à remplir toute l'audience; la Cour, sur la demande de M. Blot-Leguesne, défenseur des deux prévenus abbé de Montions et Genillier; et de leur consentement, remet les débats à une autre session.

Il s'agissait de discours séditions prononcés par les prévenus dans des clubs dont ils faisaient partie. Cette affaire, dont nous rendrons compte, promet des débats intéressans.

COUR D'ASSISES DE LA GIRONDE.

Présidence de M. Henry.

Audience du 17 décembre.

AFFAIRE DE LA SOLIDARITÉ RÉPUBLICAINE.

La Solidarité républicaine de Bordeaux était une succursale de la société qui siégeait à Paris sous ce même nom. Trois des prévenus, MM. Escarraquel, Sansas et Feaugas, sont poursuivis comme chefs de cette société; un quatrième, M. Lenoir, est poursuivi comme fondateur. Les autres personnes sont impliquées dans l'accusation comme affiliés ou adhérens de la société.

Un d'entre eux, M. P. Jonain, professeur, remplissait les fonctions de secrétaire-général.

Après l'exposé des faits par M. le procureur-général Troplong, M. le président a interrogé les prévenus. Voici, en résumé, le système de défense de chacun d'eux :

M. Lenoir, trésorier de la Solidarité : Mon intention n'a jamais été de fonder une société secrète. Notre association avait pour but la propagation des principes démocratiques; dès que nous avons su que la Solidarité était l'objet de poursuites à Paris, nous avons coupé court à nos travaux et cessé nos séances. Quelques sommes ont été recueillies; la cotisation était de deux francs pour six mois par personne. Une partie de cette somme a été envoyée à Paris; le reste a été remis au sieur Benoit Jean, délégué du comité central, dans une tournée que ce dernier fit à Bordeaux.

M. Escarraquel, président de la Solidarité républicaine : J'ai manifesté l'intention de faire partie de la Solidarité républicaine; mais cependant je n'en ai pas encore fait partie d'une manière définitive.

M. le président : Cependant vous avez été nommé président de la Solidarité ?

M. Escarraquel : J'ai été nommé provisoirement, à mon insu, et ma nomination a été ratifiée plus tard par le bureau de Paris.

M. le président : Reconnaissez-vous avoir écrit plusieurs fois aux citoyens Martin-Bernard et Delescluze, président et secrétaire de la Solidarité républicaine, à Paris ?

M. Escarraquel : Je ne connaissais ni M. Delescluze, ni M. Martin-Bernard. J'ai écrit, je l'avoue, une fois ou deux à la Solidarité républicaine, à Paris; mais je ne m'adressais à personne individuellement.

M. le président : Vous vous êtes adressé au président et au secrétaire de la Solidarité; ils vous ont répondu, et les lettres que vous avez reçues étaient signées Martin Bernard et Delescluze; une troisième est signée Pillet.

M. Escarraquel : Je le reconnais; je ne veux pas qu'on doute de la loyauté et de la véracité que je mets dans mes réponses.

M. le président : Quel était le local où vous teniez vos séances ?

M. Escarraquel : Nous n'avions pas de domicile; nous nous voyions quelquefois au théâtre et quelquefois dans les cercles.

M. Feaugas, premier vice-président de la Solidarité Républicaine : Messieurs, il n'a jamais été dans ma pensée de reculer devant la responsabilité qu'entraînent pour moi les poursuites dirigées contre la Solidarité républicaine; je déclare, dès à présent, que je me regarde comme en faisant partie et prêt à partager le sort de mes co-accusés. Cependant, je dois dire que c'est à mon insu que m'a été conféré le titre de premier vice-président. Sur des propositions qui m'avaient été faites, j'avais déjà refusé de faire partie de l'association.

M. Sansas, deuxième vice-président de la Solidarité républicaine : On m'a dit verbalement que j'avais été nommé deuxième vice-président. Je l'ai cru; mais je n'ai entre les mains ni commission, ni lettre, soit officielle, soit non-officielle, de nature à légaliser ma nomination.

Selon moi, la Solidarité républicaine n'a pas été instituée définitivement. Il y a eu projet, essai ou tentative, si vous voulez; mais il n'y avait pas de séances; c'étaient tout au plus des réunions qui avaient le caractère d'une conversation. Cela est si vrai, qu'on se réunissait quand on se rencontrait; il n'y a pas eu de convocation.

M. le président : Vous avez eu cependant une réunion d'un caractère tout particulier, à laquelle a assisté un nommé Benoit Jean. Quel était le caractère de cette séance ?

M. Sansas : M. Jean était venu à Bordeaux comme délégué du comité directeur de Paris; il nous avait transmis les observations de la société centrale, qui se plaignait du peu de concours de la province dans les dépenses qu'occasionnait ou qu'avait occasionnées l'élection du président de la République.

Il fut résolu qu'on ferait un appel de fonds, et une quarantaine de francs environ furent remis à M. Jean.

M. le président donne lecture de la séance du 24 janvier 1849, à laquelle assistait M. Jean Benoit.

M. Jonain, secrétaire-général, professeur : Le registre qui a été saisi chez moi n'était pas un procès-verbal de séances, c'était seulement de simples notes que je rédigeais pour mon usage particulier et pour me tenir au courant des travaux de notre association, qui avait été fondée dans le but de propager l'instruction parmi les classes pauvres. Notre institution avait un but éminemment philanthropique. M. le président peut s'en assurer en jetant les yeux sur la première page de mon registre; il verra que j'ai écrit : « Tous pour chacun et chacun pour tous (Rires). C'est la notre maxime, nous n'en avons pas d'autres.

M. le président : Vous prétendez n'avoir voulu écrire que de simples notes pour votre usage; mais vous oubliez, M. Jonain, que j'ai votre registre sous les yeux, c'est bien votre écriture; c'est rédigé comme se rédigent tous les procès-verbaux; c'est daté et de plus signé de votre nom.

M. le président donne lecture de la séance désignée dans la procédure sous le nom de séance de conciliation. Le compte-rendu commence ainsi :

Séance du vendredi 1^{er} décembre 1849. (Présidence du citoyen Feaugas, premier vice-président.)

Dans cette séance, un différend s'était élevé entre la partie bourgeoise et la partie ultra-démocratique de la société. Le citoyen A. Dacosta, représentant cette dernière nuance, se plaignait de l'aspect de scission et de froideur qui paraissait exister entre le peuple proprement dit, et certains membres de la Solidarité ou du Cercle républicain; il réclamait énergiquement une manifestation politique et un banquet où l'on fraterniserait avec le parti dont il était regardé comme le chef le plus influent.

Le citoyen Eugène Tandonnet s'était levé et avait combattu la proposition du citoyen Dacosta, dont le zèle trop ardent lui paraissait, disait-il, pouvoir être suspecté.

Ce n'était pas, selon lui, le moyen de faire aimer la République que de la rendre toujours désordonnée et toujours menaçante.

Ce compte-rendu se termine par ces mots : « Fait jour, en et mois que dessus. » Signé : JONAIN, secrétaire-général.

M. le président : Vous voyez, monsieur Jonain, c'est votre rédaction. Tout cela a le caractère d'un procès-verbal. Ce ne sont pas là de simples notes, comme vous le disiez ?

M. Jonain : Loin de me plaindre que cette lecture ait été faite, je m'en félicite. On verra, par ce compte-rendu, si nous étions hommes à nous lancer dans les manifestations; si nous étions des gens à aller parader dans la rue; cela était indigne de nous, cela nous répugnait, et nous le disions hautement.

MM. Caperon, Désarnaud, Bonnet, Duluc, Bourillon sont entendus. Leur interrogatoire n'offre aucun incident remarquable. La plupart n'ont été que de simples adhérens.

M. Eugène Tandonnet : J'ai adhéré franchement à la Solidarité républicaine. La Solidarité républicaine était pour moi un pas dans la voie de l'association que j'ai toujours demandée. Mon seul regret, en donnant mon adhésion à la Solidarité, était de ne pouvoir en faire partie d'une façon efficace. La rédaction de la Tribune réclamait mes soins et mon temps.

Je n'ai assisté qu'à une seule séance de la Solidarité; c'est par hasard que j'y suis venu. C'est dans cette réunion qu'a eu lieu ce qu'on a appelé la conciliation. Il y avait dans le parti démocratique deux nuances assez prononcées; il y avait ce que je nommerai la démocratie aristocratique ou bourgeoise et la démocratie populaire, qui se trouvait, il faut le dire, très malheureusement représentée par un homme que je ne nommerai pas, car il est absent.

Le représentant populaire élevait quelques doutes sur notre patriotisme et notre amour pour la République; il demandait que nous fissions publiquement nos preuves. J'étais résolu à m'opposer à ces tendances, dont les suites pouvaient être si déplorables; je ne voulais pas m'associer à des manifestations violentes, et je déclarai enfin que cette manière de faire la propagande me paraissait suspecte chez le citoyen Dacosta.

C'est le seul rapport que j'ai eu avec la Solidarité républicaine. Depuis je n'en ai plus entendu parler.

M. le procureur-général, à la parole. Il soutient l'accusation dans un réquisitoire très étendu, dont nous extrairons deux lettres qui ne manquent pas d'un certain intérêt :

Extrait de deux lettres de M. Lenoir, écrites à M. Lenoir le 10 et le 15 novembre 1849. Paris, 20 mai 1848.

« Je voudrais bien que l'Etat prit les chemins de fer, car nous ne pourrions qu'y gagner, et je dois vous dire que le ministre de l'intérieur et celui du commerce ont l'intention de me nommer directeur-général des approvisionnemens de bois pour les chemins de fer; Baune, Ribeyrolles, Arago et Flocon, ainsi que Ledru-Rollin, ont jeté leurs vues sur moi pour cet emploi auquel je n'avais nullement songé. »

« Je crois que, si l'Etat prend, cela pourra réussir. »

« Je dois vous dire que Duteil s'occupe, d'après mes avis et ceux d'Albert (perruquier de la Rôle), d'organiser des nominations dans la Gironde, tant pour les préfetures que pour la magistrature. »

« Paris, 30 mai 1848. »

« ... Coq, Ducros, Sicard et compagnie, et tous les Bordenais, y compris Feaugas et une infinité d'autres, sollicitent les uns, la préfeture de Bordeaux; les autres, des sous-préfetures; d'autres veulent être procureurs-généraux de la République. C'est à dégoûter des hommes de voir l'acharnement de ces étourdis, et surtout de l'exagération qu'ils se font de leur savoir. »

Un incident est venu troubler le réquisitoire de M. Troplong. M. le procureur-général flétrissait avec indignation les doctrines subversives qui, sous prétexte d'améliorations sociales, excitent le peuple à la révolte et préparent l'andantissement de notre infortunée patrie.

« Le socialisme que vous prêchiez, s'est-il écrié, si on venait à le mettre en pratique, ce serait le communisme le plus brutal qu'il fût possible d'imaginer. »

Des clamours se sont élevés à ces mots du fond de la salle.

M. le procureur-général a dû requérir contre les coupables, et M. le président a donné l'ordre aux gendarmes de saisir immédiatement et de conduire à la prison départementale ceux qui se livraient à un oubli aussi indigne des convenances et du respect de la justice.

Les accusés ont été acquittés.

CHRONIQUE

PARIS, 22 DÉCEMBRE.

M. le ministre du commerce s'est rendu ce matin au palais de la Bourse, où il a été reçu par le Tribunal de commerce tout entier, qui avait été convoqué pour cette circonstance. M. le ministre venait remettre à M. le président Devinck les insignes du grade d'officier de la Légion-d'Honneur, et il a en même temps annoncé à M. Letellier Delafosse, ancien juge, dont nous avons fait connaître il y a quelques jours la réélection, qu'il venait d'être nommé chevalier du même ordre par M. le président de la République. M. le ministre a visité ensuite la salle d'audience et celle des faillites, les chambres du conseil et les greffes; il s'est fait rendre compte de tous les détails du service, et à plusieurs reprises, il a manifesté sa vive satisfaction. Il a suivi avec le plus grand intérêt les explications qui lui ont été données par M. le président Devinck sur la nouvelle comptabilité des faillites, organisée par ce magistrat. M. le ministre a examiné pendant quelque temps les anciens registres des délibérations du Tribunal qui remontent à l'année 1863.

Après avoir terminé sa visite au Tribunal, M. le ministre s'est rendu à la Chambre de commerce.

La conférence des avocats a repris aujourd'hui ses séances; elle a entendu le rapport de M. Labbé, le premier des secrétaires, sur la question de savoir si une société, fondée pour l'exploitation d'une maison de jeu dans un pays étranger où les maisons de jeu sont permises, est valable en France ?

La discussion s'engagera samedi prochain.

— Louis-Gustave Magnan eut l'idée, alors qu'il était sous le coup de poursuites pour paiement de dividendes d'un concordat qu'il avait récemment obtenu, de fonder

une société au capital de vingt millions pour l'achat et le défrichement de terres incultes en France. Les noms des personnes les plus honorables, ceux du maréchal Bugeaud et du général Schramm, par exemple, figuraient parmi ceux des membres du conseil d'administration. Le capital social était divisé en 200,000 actions, dont 10,000 étaient attribués à M. Magnan comme fondateur, et 190,000 étaient destinées à ses dépenses d'établissement qu'il avait prélevées sur les versements d'intérêts; enfin, il avait déclaré faussement que sept millions avaient déjà été souscrits par de nombreux actionnaires.

Traduit en police correctionnelle sur la plainte de plusieurs actionnaires, Magnan a été condamné, par jugement de la 7^e chambre, du 13 septembre dernier, à deux années d'emprisonnement et 50 fr. d'amende comme coupable d'escroquerie. (Voir la Gazette des Tribunaux des 13, 14 et 15 septembre.)

Magnan a interjeté appel de cette décision, mais la Cour, malgré la plaidoirie de M^e Forcade, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Mongis, a confirmé le jugement de première instance, en réduisant toutefois à une année la peine de l'emprisonnement.

Nous avons rendu compte, dans notre numéro du 25 août dernier, d'un jugement de la 8^e chambre de police correctionnelle, qui a condamné un sieur Trannoy, agent d'affaires, à quatre mois de prison et 200 francs d'amende, pour tentative de corruption envers un fonctionnaire public. Aujourd'hui, la chambre des appels de police correctionnelle, présidée par M. Ferey, était saisie de l'appel du sieur Trannoy. M^e Liouville a présenté la défense du prévenu, et la Cour, après avoir entendu M. l'avocat-général Mongis, a rendu un arrêt par lequel considérant que la prévention n'était pas suffisamment établie, elle a infirmé la décision des premiers juges et renvoyé le sieur Trannoy des fins de la plainte.

M. Véron, gérant du Constitutionnel, a saisi le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) d'une double plainte en diffamation et injures publiques, qu'il dirige contre M. Léopold Pannier, directeur-gérant du Charivari. Cette plainte se fonde sur un article inséré dans le numéro du Charivari du 12 de ce mois, et que M. Véron considère comme étant de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération.

M. Véron est représenté par M^e Noury, avoué. M. Léopold Pannier, présent à l'audience, déclare assumer la responsabilité de l'article incriminé.

M^e Léon Duval, avocat de M. Véron, soutient et développe sa plainte, et conclut, au nom de son client à une somme de 10,000 francs à titre de dommages-intérêts, à l'insertion du jugement à intervenir dans six journaux au choix de M. Véron, et à l'affiche dudit jugement au nombre de 500 exemplaires.

M. l'avocat de la République Vial, tout en abandonnant le chef de prévention de diffamation, qui ne lui paraît pas suffisamment établi, soutient celui d'injures publiques et requiert l'application de la loi.

Après avoir entendu la plaidoirie de M^e Billault, défenseur de M. Pannier, le Tribunal se retire dans la chambre du conseil, et, à la suite d'un long délibéré, prononce le jugement dont le texte suit :

« Attendu que, dans le numéro du journal le Charivari du 12 de ce mois, il a été inséré un article intitulé : Au seigneur Fontanarose, commençant par ces mots : « Ainsi donc, seigneur Fontanarose, » et finissant par ceux-ci : « Puisque vous en avez les profits; »

« Qu'il n'est pas contesté par les prévenus que ledit article s'applique au sieur Véron;

« Attendu que dans cet article il est dit : 1^o que « Véron tient boutique de places et de faveurs; »

« 2^o Qu'il est qualifié de spéculateur en morale;

« Attendu qu'après avoir attribué à Véron le commerce des fonctions publiques, c'est lui avoir imputé un fait de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération;

« Que l'avis qualifié de spéculateur en morale, c'est l'avoir injurié publiquement;

« Que dès lors Pannier s'est rendu coupable des délits de diffamation et d'injures publiques, prévus et punis par les articles 13, 18 et 19 de la loi du 17 mai 1819;

« Par ces motifs, condamne Pannier à 200 francs d'amende, et statuant sur les dommages-intérêts;

« Attendu que par la diffamation et l'injure précitées, un dommage a été causé, qu'il en est dû réparation;

« Que le Tribunal a les éléments nécessaires pour l'apprécier;

« Le Tribunal condamne Pannier à payer à Véron, à titre de dommages-intérêts, la somme de 500 francs;

« Ordonne l'insertion du présent jugement dans trois journaux au choix de Véron et aux frais de Pannier;

« Fixe à un an la durée de la contrainte par corps. »

Dans la soirée du dimanche 21 octobre dernier, vers neuf heures et demie, une bande de tapageurs passant devant le poste de la garde nationale de la barrière des Deux-Moulins, commune d'Ivry, fit entendre ces paroles assez menaçantes : « C'est bon, nous les désarmérons. » Sans attacher néanmoins plus d'importance qu'il ne fallait à ce propos, le commandant du poste se tint sur ses gardes, prêt à agir à tout événement.

Peu de temps après, une bande de mauvais sujets, que tout fait présumer être la même que celle dont il vient d'être question, et ayant le nommé Chabriac à sa tête, faisait irruption dans un bal public tenu par le sieur Cadot, marchand de vins, à la barrière des Deux-Moulins. Ils prétendaient entrer et rester dans ce bal sans payer la rétribution ordinaire de 25 centimes. C'est en vain que le chef de l'établissement cherche à leur faire entendre raison, ils persistent dans leur refus absolu, et commencent à jeter le trouble et le désordre dans la maison; il fallut, pour les expulser, avoir recours à la force publique.

Le hasard voulut qu'en ce moment, M. Billiam, commissaire de police, et son fils, inspecteur de police de la commune d'Ivry, vinssent à passer précisément; ils faisaient une ronde accompagnés du brigadier de gendarmerie Crousilles et de quelques hommes de sa brigade.

Sur l'invitation du sieur Cadot, le brigadier intervient pour mettre Chabriac à la raison. Son autorité est complètement méconnue; il menace alors Cabriac de l'arrêter; on l'en défie; l'arrestation a lieu, et ce fut le signal d'une lutte violente et acharnée à laquelle tous les prévenus ont pris une part fort active.

Le brigadier, néanmoins, à l'aide de ses hommes, parvint à emmener Chabriac, mais les scènes les plus déplorables devaient se passer au dehors; une soixantaine d'individus arrivés là, on ne sait d'où, prennent violemment fait et cause pour Chabriac; les gendarmes d'une part, le commissaire de police et son fils de l'autre, sont entourés, menacés, frappés; et le sieur Billiau fils déclare même avoir vu briller dans la foule plusieurs lames de couteau, dont l'une se trompant de direction, alla frapper Chabriac lui-même et lui fit une blessure à l'épaule.

On ne sait si enfin force fut restée à la loi sans l'intervention fort utile d'un détachement du poste de la garde nationale de la barrière. Le sergent qui le commandait fut fort maltraité, deux de ses hommes furent désarmés, toutefois ils purent reprendre l'offensive, et après l'arrestation des huit individus qui comparaissent devant le Tribunal, à l'exception de Xavier qui, ayant été relâché plus tard, fait défaut aujourd'hui.

Le sieur Billiau fils a déclaré aujourd'hui à l'audience

de la 8^e chambre que depuis cette triste affaire, Xavier avait manifesté dans un cabaret le regret de n'en avoir pas suriné quelques-uns.

Tels sont les faits résultant de l'instruction et des dépositions des témoins entendus à l'audience.

M. l'avocat de la République Puget soutient la prévention contre chacun des prévenus, et fait observer au Tribunal que cinq d'entre eux sont déjà des repris de justice; il signale Chabriac comme le plus coupable, et requiert contre les autres l'application de la loi en proportion de la part qu'ils ont prise à ces déplorables scènes.

En conséquence, le Tribunal condamne Chabriac et Xavier, celui-ci par défaut, chacun à trois mois de prison; Decotes à deux mois, Bauzan et Martin chacun à quarante jours; Desaux, Cabaret et Vincent chacun à quinze jours de la même peine.

Après qu'on les a reconduits au dépôt de la Conciergerie, des gendarmes se présentent devant le Tribunal pour se plaindre des menaces atroces que, pendant le trajet, Chabriac et Decotes ont proférées contre eux et contre le sieur Billiau fils; M. le président engage les gendarmes à rédiger sur-le-champ procès-verbal de ce qui s'était passé, et à en faire la base d'une plainte à laquelle la justice ne fera pas défaut.

Martial Lebourguet, enfant de neuf ans, n'a d'autre défaut que de se refuser à toute éducation. C'est un enfant sauvage; il aime le bon Dieu, mais il ne veut pas le prier; il aime son père, mais ne peut rester avec lui. Ce qu'il affectionne le plus au monde est une sienne tante, qui n'a jamais pu le déterminer à rester avec elle plus d'une nuit. Il est prévenu de vagabondage.

Le père, cité comme civilement responsable, raconte ainsi la courte histoire de Martial :

Lebourguet : J'ai eu le malheur d'être obligé de laisser Martial en nourrice jusqu'à l'âge de six ans. Quand on me l'a ramené, c'était un vrai sauvage; à peine s'il parlait, et il ne pouvait rester dans la maison. Aux heures des repas, il ne voulait pas se mettre à table; il se mettait près de la fenêtre et regardait le ciel. Quand il apercevait un oiseau, il poussait des cris de joie, agitant ses bras comme s'il eût voulu prendre son vol pour le suivre; il ne voulait manger ni viande, ni légume; il gardait son pain et ne le mangeait qu'en plein air.

Un jour qu'il s'était échappé, pour la centième fois, j'ai voulu savoir ce qu'il faisait. Il est sorti de Paris par la barrière Saint-Martin. Arrivé dans la campagne, il ramassa des pierres et s'amusait ingénument à les jeter en l'air. Il aperçut le canal de l'Oucre et y courut à toutes jambes. Se couchant à plat-ventre et allongeant les bras, il enfonceait ses mains sous les pierres et en retirait souvent de petites grenouilles et des écrevisses qu'il mangeait toutes vivantes. Je lui avais acheté des souliers tout neufs et des bas; sans les ôter de ses pieds, sans même relever son pantalon, il s'assit sur le bord du canal, laissant tremper ses jambes dans l'eau, et les agitant simultanément comme deux rames; il semblait prendre beaucoup de plaisir à voir l'agitation de l'eau qu'il produisait, car il continua cet exercice pendant plus d'une heure. Vers midi, il quitta le canal et se dirigea vers Romainville. Sur son chemin tout lui servait d'amusement; il choisissait des brins d'herbe et en faisait des nattes; puis il les déchirait pour ramasser des petits morceaux de bois, des petites pierres; il s'essayait, et avec de la terre, des petites pierres et des morceaux de bois, il faisait de petites cabanes qu'il renversait d'un coup pied. Son plus grand plaisir était de courir après les oiseaux; il était très adroit à les approcher; tantôt il rampait comme un serpent, tantôt il marchait le corps plié en trois, puis il se laissait tomber et roulait comme une boule, cachant sa tête dans ses cuisses et retenant ses jambes avec les mains.

Vers trois heures, il est arrivé dans le bois de Romainville, a examiné longtemps les arbres, en a choisi un, est grimpé dessus, et après avoir réuni quel que petites branches, en les attachant, il s'est couché et s'est profondément endormi. Il était presque nuit quand il s'est réveillé; je me montrai à lui, il eût peur, mais je le pris par la doucure et le ramenai à la raison. De toute la journée, il n'avait mangé que ses grenouilles et ses écrevisses, et cependant, je ne pus jamais parvenir à lui faire manger autre chose qu'un petit morceau de pain.

M. le président : La manière dont vous venez de décrire prouve que vous avez de l'intelligence et que vous comprenez tous les soins à donner à votre enfant pour l'amener à d'autres habitudes. Il faut encore faire quelques efforts; il n'a pas de défauts, il serait fâcheux qu'il fût effrayé de ses enfants déjà vicieux.

Lebourguet : Il y a trois ans que je fais tout mon possible; je ne demande pas mieux d'essayer encore, mais je crains bien de ne pas réussir.

La tante de Martial vient aussi le réclamer; elle offre de le mettre en apprentissage, de s'en charger tout à fait. L'auditoire, ému, applaudit à ces bonnes dispositions; Martial, seul, semble étranger à ce qui se passe autour de lui, et il entend M. le président ordonner qu'il sera rendu à son père, sans que rien témoigne en lui qu'il en ressent joie ou regret.

Les bancs de la police correctionnelle sont occupés par une collection complète de mendiants, types curieux, véritables échantillons du genre, que Lesage eût trouvés dignes de sa plume, et que dès longtemps a devinés le pinceau des Goya, des Callot et des Charlet. C'est le même défilé qui est reproché à toute cette tourbe, mais si un seul article de loi les atteint, que de moyens différents ne mettent-ils pas en usage pour pratiquer la mendicité. S'il faut s'en rapporter à la science statisticienne de M. Charles Dupin, sur dix mendiants, à Paris, on compte trois pauvres véritables, trois quêteurs par procuration, et quatre paresseux plongés dans le vice et l'ivrognerie. Ce serait donc une curieuse étude que celle de la mendicité telle qu'elle se pratique aujourd'hui. Le seul amphithéâtre où elle se puisse faire avec fruit, la police correctionnelle, présente, ainsi que nous l'avons dit, toutes les variétés du genre dans son audience de ce jour.

D'abord, c'est le classique mendiant de la rue : « Ma bonne, mon bon monsieur, n'oubliez pas, etc. » Celui-là ne vaut pas qu'on s'y arrête. Puis, le mendiant mystérieux, qui glisse dans l'oreille sa demande de secours, non pas avec un compliment gracieux, comme celui qu'esquissa Sterne dans le Voyage sentimental, mais d'une voix rauque, presque toujours avinée, et même parfois menaçante. Vient ensuite le mendiant musical, dont la famille Nathan est le type, imitant le glapissement, le chant, le cri des animaux, et se livrant aussi, à ce que constatent les somniers judiciaires, à un genre de vol qui n'a rien de commun avec celui des rossignols et des canaries.

Puis, voici les illustrations du genre, les mendiants à imagination. Ceux-là ne se traitent plus dans l'ornière vulgaire; ils innover et perfectionnent chaque jour. Ce sont les poètes, les protégés de la gueniserie. Vous les trouvez le matin allésés sur eux-mêmes, dans quelque coin écarté; ils ont le visage défilé, les cheveux épars, leur casquette, leur mouchoir traînent sur le pavé. Ils ne prononcent pas une parole, et bientôt, cependant, le bouillon salubre, le verre de vin reconfortant leur sont apportés, tandis que l'aumône du passant, celle du pro-

létaire et de l'ouvrier, se glissent discrètement dans les poches béantes de ses vêtements.

A midi, dans un quartier différent, le même homme parcourt d'un air égaré une rue des plus passantes; il porte sous le bras un paquet enveloppé d'un mauvais mouchoir : « Madame, pouvez-vous m'indiquer le bureau du Mont-de-Piété? » demande-t-il d'une voix troublée à une élégante promeneuse qui n'a su jamais que dans Eugène Sue que le Mont-de-Piété existait; et, sans attendre une réponse impossible : « Ma femme vient d'accoucher, poursuit-il... » Il reçoit une large aumône et jette à deux pas de là le pavé qui simulait un paquet, pour tirer de sa poche une paire de rasoirs qu'il offre aux passans, en se donnant pour un malheureux voyageur revenant de l'Icarie et n'ayant d'autre ressource, après les déceptions de l'apôtre Cabet, que de vendre ses rasoirs pour manger du pain, ou se couper le cou avec leur lame d'excellente trempe anglaise.

L'espace nous manque pour énumérer tous les autres mendiants inventifs : les uns se placardent la poitrine d'un écriteau, racontent leur surdité, causée par l'explosion d'une mine, leur cécité résultat d'un coup de feu; d'autres vous présentent à lire un papier signé de M. le maire qui constate qu'ils ont été incendiés; d'autres enfin ne marchent qu'entourés d'un troupeau d'enfants, et se disent victimes des perturbations politiques, etc.

Mais à côté et au-dessus de ces positions infirmes, il y a l'aristocratie de la mendicité, les pauvresses en chambre, les donneurs d'eau bénite, les impotens privilégiés. Ce n'est que par une longue pratique que l'on s'élève à ces postes envieux qui, le plus souvent, ne s'obtiennent qu'à beaux deniers comptans, et sont en quelque sorte mis à l'enchère. Une marche de Notre-Dame-de-Lorette, de Saint-Roch ou de Saint-Thomas-d'Aquin peut être considérée comme le marché de la gueniserie.

Dans ce rapide coup-d'œil sur les plaies qu'expose le double gradin de la police correctionnelle, nous avons omis, et à dessein, l'exploitation de l'enfance par ces misérables qui groupent au coin des trottoirs de pauvres petites créatures grelottant de froid et de faim. La police, nous sommes heureux de le constater, fait en ce moment active guerre à cet odieux trafic, et la justice s'associe à son œuvre d'humanité protectrice en appliquant le maximum de la peine à ceux qui s'y livrent, tandis qu'elle se montre indulgente et humaine en n'appliquant que vingt-quatre heures de prison aux autres prévenus, qui seront, en outre, reçus à l'expiration de leur peine, aux dépôts de mendicité, où leur sont assurés un abri, des vêtements et du pain pour tout l'hiver.

Une femme d'une trentaine d'années parcourait hier le marché du Temple en offrant en vente du linge de table; un agent du service de sûreté suspectant ses démarches, la questionna sur l'origine de ce linge, et elle lui répondit qu'elle le tenait d'une dame Michaud, dont elle ne put indiquer la demeure. Cette réponse ayant augmenté les soupçons, l'agent insista, et elle finit par dire qu'elle le tenait de son père, tonnelier à Joigny, qui le lui avait envoyé pour sa part d'un héritage de ses ancêtres. Ces variations ne permettant plus de douter que ce linge ne fût le produit d'un vol, cette femme fut conduite au commissariat voisin, où elle déclara se nommer fille G..., âgée de trente ans, courtière, et avoua enfin qu'elle avait soustrait ces divers objets chez M. le marquis de B..., pendant le temps qu'elle y avait été employée en qualité de femme de charge. Cette femme a été envoyée ensuite au dépôt de la préfecture.

Un jeune homme de vingt-un ans, nommé C..., se présentait hier après-midi, dans les bureaux du commissaire au Mont-de-Piété de la rue de Condé, et sollicitait un prêt contre un manteau qu'il déposait entre les mains de l'un des employés. Le manteau ayant été examiné et estimé, l'employé demanda au déposant, avant de remettre l'argent, la justification de son identité et de son droit de propriété. Celui-ci entra alors dans des explications qui firent naître des soupçons, et pour les éclaircir on le conduisit devant le commissaire de police du quartier, qui se rappela avoir reçu dix ou douze jours plus tôt la déclaration d'un vol d'un objet semblable, fit prévenir immédiatement le plaignant, le sieur Manson, rue de la Harpe, qui reconnut sans hésiter le manteau pour être celui volé dans sa boutique.

En présence de cette reconnaissance formelle, le sieur C... comprit qu'il était inutile de nier plus longtemps, et, sur l'interpellation qui lui fut faite, il déclara demeurer rue du Montparnasse, où l'on se transporta pour procéder à une perquisition; mais c'était une fausse adresse, il était inconnu dans la maison; plus tard il indiqua la rue de Fleurus, où il était également inconnu. Cette persistance à cacher son domicile, fait supposer qu'il redoute une perquisition qui pourrait faire découvrir de nouveaux méfaits.

Un double suicide a mis aujourd'hui en émoi les habitans de la rue Saint-Merry, 9.

Depuis longtemps, le sieur E... avait forcé des projets de mariage avec une jeune fille qui partageait ses sentimens, mais dont sa famille se montrait opposée à cette union. Les deux amans en conçurent un si vif chagrin qu'ils résolurent de mourir.

Ce matin l'attention des voisins ayant été éveillée par une forte odeur de charbon, on fit ouvrir la porte de la chambre de E... qu'on trouva sur son lit avec la jeune fille. Tous deux avaient cessé de vivre. Un réchaud contenant encore des restes de charbon, attestait le moyen employé par ces infortunés pour se donner la mort. Sur une table était une lettre adressée par E... à son père, et qui ne contenait que ces mots : « Père, vous vous êtes trompé, je ne vous en veux pas, vous avez agi, selon votre pensée, pour mon bien. J'aime mieux mourir avec elle, que de vivre sans elle. Nous nous reverrons là-haut!... »

DÉPARTEMENTS.

Indre (Châteauroux). — Les 30 et 31 octobre dernier, a été publié à Châteauroux le numéro spécimen d'un nouveau journal, fondé par les démocrates socialistes du département de l'Indre. Cette publication, qui n'était autre chose que le programme de la nouvelle feuille, contenant, aux yeux du parquet de Châteauroux, un appel aux passions des masses de nature à troubler la paix publique, des poursuites furent immédiatement commencées contre le sieur Victor Borie, rédacteur en chef et propriétaire-gérant du Travailleur. Ces poursuites ont eu pour résultat le renvoi de l'inculpé devant la Cour d'assises de l'Indre, sous la triple prévention : 1^o d'attaque contre le respect dû aux lois; 2^o d'excitation au mépris et à la haine du gouvernement de la République; 3^o d'excitation au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres.

Sur le requête de M. Martinet, procureur de la République, M. Victor Borie, déclaré coupable, est condamné à un an de prison et 2,000 fr. d'amende.

ÉTRANGER.

DEUX-SCILES (Palermo), 8 décembre. — Le 27 du mois dernier, M^{lle} Antonia, fille de M^{me} veuve Lazzara, a

été enlevée, par une bande de malfaiteurs armés, de la maison de campagne habitée par cette dame à Selvaggi, dans la province de Trapani. La mère désolée reçut le lendemain une lettre anonyme par laquelle on lui demandait huit mille pièces d'onces d'or pour la rançon de sa fille. La pièce d'or qu'on appelle once en Sicile vaut environ 14 francs. Le nom vient de ce que ces pièces très minces ont une once ou pouce italien de diamètre.

La somme n'ayant pas été déposée au lieu indiqué, on demanda par une seconde lettre 10,000 onces, et par une troisième lettre, la prétention fut élevée jusqu'à 12,000 onces (environ 168,000 francs). On menaçait, à défaut de paiement, d'égorger la malheureuse Antonia.

Les trois missives avaient été communiquées au gouverneur de la province, qui a rassemblé sur-le-champ toutes les forces mobiles dont il pouvait disposer, et a envoyé trois détachemens dans des directions différentes.

La colonne envoyée à Partinico est parvenue à découvrir le lieu où M^{lle} Antonia Lazzara était séquestrée. Elle n'avait éprouvé aucune violence corporelle, mais seulement des menaces de mort, si elle n'écrivait pas à sa mère pour qu'elle eût à payer sans retard une somme pour sa rançon. Cette demoiselle a été ramenée saine et sauve à Salvaggi. Elle avait été enlevée par une bande dont le chef est un nommé Vincenzo Pati, non moins redouté dans ce pays que le Zampa et le Fra Diavolo de nos opéras comiques.

On annonce pour les premiers jours de la semaine prochaine un nouvel écrit de M. Joffrès, avocat à la Cour d'appel, sur l'importante question du recrutement de l'armée. Cette œuvre a pour titre : DE LA FONDATION D'UN PÉCULE NATIONAL AU PROFIT DES MILITAIRES CONGÉDIÉS, considérée au point de vue du Trésor national, du crédit public, de l'intérêt des populations, de l'amélioration matérielle et morale de l'armée et de l'ordre public; avec l'avis favorable de M. LE MARÉCHAL BUGEAUD et d'un grand nombre d'hommes politiques de toutes les opinions.

Dans cet écrit, l'auteur signale la corrélation qui doit s'établir entre la fondation d'un pécule national pour les militaires congédiés et l'institution de la Caisse des retraites pour la vieillesse, dont le projet a été soumis à l'Assemblée législative par le Gouvernement.

INDEMNITÉ DE SAINT-DOMINGUE.

AVIS IMPORTANT.

Le directeur-général de la Caisse des dépôts et consignations rappelle aux anciens colons de Saint-Domingue, à leurs héritiers, créanciers ou ayans-cause, que les certificats de liquidation à délivrer par la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'art. 4 de la loi du 18 mai 1840, doivent être retirés avant le 23 novembre 1850, conformément aux articles 7 et 8 de la même loi, promulguée le 23 mai 1840.

Les certificats de liquidation non retirés de la caisse des dépôts, avant cette époque, seront annulés, et les sommes versées ou à verser par l'État, en exécution du traité du 12 février 1838 et de la convention du 13 mai 1847, seront intégralement réparties, au marc le franc, entre tous les ayans droit, porteurs de certificats de liquidation.

Les anciens colons de Saint-Domingue ou leurs ayans cause qui ont reçu l'avis de la délivrance des certificats de liquidation leur revenant, devront, en conséquence, les retirer avant le 23 novembre 1850, et ceux qui n'ont pas encore produit à la caisse des dépôts les pièces nécessaires pour établir leurs droits, devront faire cette production dans le plus court délai possible, afin d'éviter la déchéance qui résulte de la loi précitée du 18 mai 1840.

ÉTRENNES.

On lit dans les Débats :

« Tout Paris s'agite en ce moment. Les magasins se remplissent d'acheteurs; les marchands ont la figure souriante; vous diriez que nous sommes revenus à ce bon temps que nous ne connaissons guère depuis deux années. On se presse chez Marion, le papetier de toutes les élégances; M^{me} Hocquet, dont les modes sont toujours fraîches et de bon goût; de M^{me} Alexandre, qui se réjouit des deux médailles d'argent décernées à ses deux systèmes de fabrication d'orgues-harmonium; chez Requillard, Roussel et Chocquet, qui ont popularisé l'usage des tapis parmi nous; que sais-je encore? on va dans toutes ces maisons que vous connaissez, qui vous ont vendu de si belles choses; chez Rudolf, rue Tronchet, un de ces orfèvres qui font de l'art, et dont toutes les œuvres sont marquées au sceau du bon goût.

« En vérité, c'est une grande et douce joie de voir, en ce saint jour de l'an, le bonheur de ceux qui reçoivent et plus encore de ceux qui savent donner.

« Donnez donc des cachemires des Indes de Frainais-Gramagnac, ces tissus précieux qui vivent dans les familles et se transmettent comme un héritage. Faites revivre ce luxe, sans lequel notre bon Paris se meurt.

« Voici des meubles, anciens, modernes, de tous les âges, de tous les styles, de l'ordinaire, du beau. Voici des bronzes, des pendules, des bahuts, tous objets empreints du cachet du bon goût de la maison Monbro. Ce qui vous frappera surtout, c'est le bon marché de toutes ces belles créations. Vous y trouverez tout ce que vous désirerez pour le luxe ou le confortable de l'ameublement. M. Monbro, tapissier renommé, vous décore aussi bien le plus modeste intérieur que le plus somptueux appartement.

« Les papiers Marion vont porter la richesse de leurs dentelles, de leurs perles, de leurs bordures, leur satin jusqu'aux limites les plus reculées du monde qu'il écrit; et sa maison de Regent-street, à Londres, est aussi connue que celle de la cité Bergère. Ses vergé, damassé, imitation anglaise, jouissent d'un grand succès.

« A quoi bon parler d'Alph. Giroux, dont le nom est synonyme de jour de l'an, étrennes? Qui ne sait qu'il a le privilège de vendre aux grands et aux petits enfans des jouets, des livres, des cartonnages?

« On pourrait en dire autant de Lahoche, car depuis quelques années les magasins de l'Escalier de cristal sont assiégés pendant la semaine des étrennes. Que sera-ce donc maintenant que ce magasin a revêtu un éclat tout nouveau? Faudra-t-il apposter un municipal à la porte pour modérer l'empressement du public? Lahoche, qui arrive de Londres, en a apporté ce qu'il y a de plus nouveau en chocolatières biscuit imitant le marbre et en services à thé.

« Tout le monde aujourd'hui a un piano, mais tout le monde n'a pas encore un orgue-harmonium. N'est-ce pas une bonne fortune pour une mère que de pouvoir acheter, au prix de 300 francs, un de ces instrumens que la maison Alexandre s'engage à reprendre au bout d'un an, si on lui en achète un autre de 4 à 500 francs?

« En ces temps pluvieux, l'hygiène vous prescrit de vous couvrir avec soin, et la mode de vous vêtir avec élégance. Adressez-vous d'abord à la maison du Bonhomme Richard, place des Victoires. Là, tout est élégant et confortable. Là seulement, les draps Ternaux, si renommés, se transforment, sous le ciseau habile de M. Alexandre Blay, en vêtements non moins remarquables par leur bon marché que par leur grâce et leur destination. La mère de famille y trouvera pour ses enfans de bonnes et

utilité éternelle. Mais n'oubliez pas, en quittant la maison Blay, d'entrer chez Rattier et Guibal, 4, rue des Potes-Montmartre, et d'y acheter un manteau ou pardessus imperméable que vous pourrez choisir, depuis 15 fr. jusqu'à 100 fr. Cette maison a su faire servir le caoutchouc à tous nos besoins : ce sont les jolies bretelles en tissu vulcanisé, des jarretières élégantes, des coussins pour le voyage et la campagne, et une infinité d'autres articles, dont vous apprécierez l'utilité.

Au moment où les affections de la gorge et de la poitrine semblent, sous l'influence de la mauvaise saison, redoubler d'intensité, on croit faire acte d'humanité en recommandant l'usage de la pâte pectorale Prodhomme, pharmacien, remède infailible contre ces sortes de maux.

Bourse de Paris du 22 Décembre 1849. Table with columns for various securities like 'Zinc Vieille-Montag.', 'Naples 5 0/0 c. Roth.', 'Espag. 3 0/0 dett. ext.', etc.

FIN COURANT. Table with columns for 'Précéd. clôture', 'Plus haut', 'Plus bas', 'Dernier cours'.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET. Table with columns for 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Auj.', 'AU COMPTANT', 'Hier', 'Auj.'.

Parmi les nombreuses publications destinées à la jeunesse, on peut citer au premier rang le Journal des Jeunes personnes, dirigé par une femme auteur, dont les œuvres ont toujours porté le cachet d'un noble et vertueux talent; ce journal ne pouvant manquer d'être distingué par les familles les plus honorables; de nombreux témoignages d'estime et une grande réussite ont couronné les efforts de M. Ulliac-Trémeaure; elle a rendu un véritable service à la jeunesse en lui enseignant tout le charme de la vertu, en faisant aimer aux jeunes filles les sévères devoirs de la femme et en leur transmettant les principes d'une morale pure, d'une piété sincère et profonde, et l'amour de tout ce qui est bien.

— Les rhumes, catarrhes, enrouemens, etc., sont promptement guéris par la Pâte pectorale de Prodhomme, pharmacien, rue Lafitte, 34. Elle convient surtout aux personnes qui sont obligées de parler en public. — 1 fr. 50 c. la boîte, 8 fr. les six boîtes (Affranchir.)

— Nous n'avons jamais rien admiré de plus séduisant que les Danseuses Viennoises que la Porte-Saint-Martin nous a rendus pour quelques jours. Aussi chaque soir la salle est envahie par une foule dont l'enthousiasme éclate en bruyants transports.

JARDIN D'HIVER. — Mardi 23 décembre, fête de Noël, à une heure précise; aura lieu le magnifique concert donné par la fondation de la Caisse des Invalides civils, avec le concours de toutes nos célébrités musicales : MM. Ponchard, Poullet, Gérard, Pierre Dupont, Doru, Triebert, Kruger, Bonaldi, et Mmes Ronconi, Sabatier, Gavaux et Rabi. Un orchestre nombreux, sous la direction de Guiseppe Daniele, exécutera sa composition si originale les Pirates, et trois cents choristes feront entendre les chœurs nouveaux de M. E. Chevê.

Les prix d'entrée à cette fête extraordinaire sont de 3 fr. par personne; places réservées, 5 fr.; billets de famille pour quatre personnes, 8 et 15 fr. On trouve des billets à l'administration, 24, boulevard Saint-Denis, et chez Bonaldi, éditeur de musique, 21, boulevard des Italiens.

dimanche suivant, 30 décembre; grande Fête de jour de l'an, bal d'enfants au Jardin-d'Hiver.

SPECTACLES DU 23 DECEMBRE. Opéra. — La Favorite. Théâtre de la République. — Marion Delorme. Opéra Comique. — Théâtre-Italien. — Odeon. — François le Champi. Théâtre-Historique. — Le Comte Hermann. Vaudeville. — Daphnis, Malbranchu, Fin d'une République. Variétés. — La Vie de Bohème. Gymnase. — Le Bal du Prisoimier, le Cachemire vert. Théâtre-Montansier. — Les Mitraines de l'an III. Porte-Saint-Martin. — Le Comédiale, les Trois Fêtes, Gaité. — La Croix de Saint-Jacques. Ambigu. — Les Pilules du Diable. Théâtre-National. — Le Compère Guillery. Folies. — Simon le charbon. Délassements-Comiques. — L'Otello, une Soirée. Robert-Houdin. — Soirées fantastiques tous les jours à 8 h.

TABLE DES MATIÈRES DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX. Par M. VINCENT, avocat. PRIX : 6 FRANCS. Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue de Harlay-du-Palais, 2.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES. Paris MAISON RUE DE VERNEUIL. Etude de M. BONCOMPAGNE, avoué à Paris, rue Vivienne, 40. Vente sur publications judiciaires, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le samedi 29 décembre 1849. D'une grande et belle MAISON, sise à Paris, rue de Verneuil, 9 ancien et 11 nouveau (faubourg St-Germain). Sur la mise à prix de 200,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1° A M. BONCOMPAGNE, avoué à Paris, rue Vivienne, 40; 2° A M. Mestayer, avoué à Paris, rue des Moulins, 10, co-poursuivants; 3° A M. Tronchon, avoué à Paris, rue Saint-Antoine, 110, présent à la vente.

Saint-Rémy-les-Chevreuses, avec parc clos de murs, terres labourables et bois, dont 1er en parc, 10 hectares 46 ares 79 centiares; 2° en terres labourables, avenues et chemins, 7 hectares 32 ares 11 centiares; 3° en bois, 24 hectares 41 ares 18 centiares.

3° Et sur les lieux, au sieur Charles Alleaume, garde particulier des biens à vendre. (514) 2 CHEMIN DE FER DE ROUEN AU HAVRE. MM. les porteurs d'obligations de l'emprunt de cinq millions de francs, contracté par la Compagnie le 1er octobre 1848, sont prévenus que les obligations portant les n° 3753 — 3755 — 3765 — 3775, désignées par le sort au tirage du 21 décembre 1849, seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, au siège de la Compagnie, rue d'Amsterdam, 45, à Paris, à partir du 1er janvier 1850. Par ordre du conseil. Le chef de l'exploitation, G. DE LAPEYRIÈRE. SIXIÈME DÉPART. MINES D'OR DE LA CALIFORNIE. En charge au Havre pour San-Francisco (en droiture). Le beau navire de première marche Robert-Surcouf, nouvellement doublé en cuivre, partira pour cette destination le 28 décembre courant, sous le commandement du capitaine BALAIS. S'adresser pour fret et passage, au Havre, à MM. QUENEL frères et C°; à Paris, à MM. TH. ROGER, rue Bergère, 9. (3185)

ÉMISSIONS D'ACTIONS DIVIDENDES.

MM. J. NACHMANN et C°, banquiers à Mayence-sur-le-Rhin, fournissent les actions suivantes, émises et garanties par les gouvernements : 1° De Brunswick; gains : 50,000 écus, 30,000, 20,000, 10,000, 5,000, etc.; tirage au 31 décembre 1849; 1 billet, fr. 15; 4 billets, fr. 35; 10 billets, fr. 130. 2° De Francfort; gains : 1. 211,000, 100,000, 40,000, 20,000, 15,000, etc.; tirage au 4 janvier 1850; 1 billet, fr. 30; demi-billet, fr. 15; 2 billets, fr. 55; 4 billets, fr. 100; 10 billets, fr. 225. 3° Du royaume de Saxe; gains : 100,000 écus, 30,000, 20,000, 10,000, etc.; tirage au 15 janvier 1850; 1 billet, fr. 30; demi-billet, fr. 15; 2 billets, fr. 55; 4 billets, fr. 100; 10 billets, fr. 225. 4° Du royaume de Prusse; gains : 150,000 écus, 100,000, 50,000, 40,000, 30,000, 20,000, etc.; tirage au 16 janvier 1850; 1 billet, fr. 60; demi-billet, fr. 30; un quart billet, fr. 15; 4 billets, fr. 200; 11 billets, fr. 500. Prospectus détaillés gratis. Paiemens : envoyer des billets de banque, mandats de poste payables à Strasbourg, ou nous autoriser à faire traite. — Ecrire sans affranchir. Nos missives sont affranchies. (3134) L'ANGLAIS SANS MAITRE, en 25 leçons, chez HARDING-CHAMPION, r. Ventadour, 11, 3e édit. Prix : 3 f. 50; par la poste, 4 f. 25. (Affr.) (3137)

CARTES DE VISITE gravées sur porcelaine.

MALADIES DE POITRINE. Scrofules. MAISON DE SANTÉ. Curabilité de ces maladies prouvée par des milliers de guérisons, obtenues sur des malades regardés comme incurables, par le traitement du docteur TIRAT de MALEMONT, qui possède deux mille lettres ou certificats de malades guéris et de médecins qui les avaient soignés sans succès. Ce traitement est tellement efficace, que les malades peuvent sans rien payer, et avant de prendre des engagements, passer plusieurs jours dans sa Maison de Santé, afin d'acquiescer la certitude de l'amélioration rapide que procure ce traitement. Ils peuvent être accompagnés de leurs médecins ou de leurs parents. — S'adresser à Paris, au Palais-National, rue du 24 Février, 31, et galerie de Valois, 129, où est en vente le TRAITE SUR LA GUÉRISON DES MALADIES DE POITRINE. (Prix : 5 fr. et 6 fr. par la poste.) (3124) HÉMORRHOÏDES. Pinceau chimique qui volent, en les faisant fluer de suite comme si elles fluaient naturellement. DUVIGNAU, pharmacien, rue Richelieu, 66.

JOURNAL DES JEUNES PERSONNES

Publié sous la direction morale et littéraire de Mlle ULLIAC TRÉMEAURE. PARAISSANT LE 1er DE CHAQUE MOIS À PARTIR DE JANVIER. Ce Recueil, éminemment religieux et moral, se distingue par une telle pureté de principes, par un tel respect de toutes les convenances, que la mère la plus scrupuleuse peut le mettre avec sécurité dans les mains de sa fille. Envoyer un mandat sur la poste, à l'ordre du Directeur, rue de l'Observance, 6. — On peut se procurer les 3 volumes de la 2e série au même prix. Les Messageries font les Abonnements sans augmentation de prix.

Convocations d'actionnaires. Société de Charbonnage de Bonnet et Veine à Mouches à Quarégnon (Belgique). Le président de l'administration a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'il y aura, le lundi 25 janvier prochain, à dix heures du matin, au siège de la société, à Quarégnon, une assemblée générale extraordinaire, à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour procéder à la liquidation définitive des dettes de la société, et d'arrêter également les modifications aux statuts

LES MODES PARISIENNES, journal de la bonne compagnie, accepté et patroné par toute la société élégante de Paris, Londres et St-Petersbourg; c'est le seul qui reproduise fidèlement les costumes du monde comme il faut. Ce n'est point un journal de couturière et de confectionneurs, c'est un journal d'élégance purement parisienne. — 3 mois, 7 fr.; un an, 28 fr. — AUBERT et C°, place de la Bourse. (3098)

AVIS AUX VOYAGEURS. MAISON MEUBLÉE A PARIS, CITE D'ORLÉANS, boulevard St-Denis, 18. JOLIES CHAMBRES depuis 1 fr. 25 c. par jour, et dans les prix de 20, 30 et 40 fr. par mois. — Petits et grands APPARTEMENTS depuis 50 fr. LA CITE D'ORLÉANS est située entre les portes Saint-Denis et Saint-Martin; elle est au centre des affaires et à proximité de tous les spectacles.

Maladies secrètes. TRAITEMENT DU DOCTEUR C. ALBERT. Médicin de la Faculté de Paris, maître en pharmacie, professeur au Collège de France, professeur de médecine et de botanique, honoré de médailles et récompenses nationales. Les guérisons nombreuses et authentiques obtenues à l'aide de ce traitement sur une foule de maladies abandonnées comme incurables, sont des preuves non équivoques de sa supériorité sur tous les moyens employés jusqu'à ce jour. Avant cette découverte, on avait à désirer un remède qui agit également sur toutes les constitutions, qui fit sûr dans ses effets, exempt de tous les inconvénients qu'on reprochait avec justice aux préparations mercurielles. Aujourd'hui on peut regarder comme résolu le problème d'un traitement simple, facile, et sans aucun danger, à l'aide duquel on peut vaincre toutes les maladies secrètes, quelque anciennes ou invétérées qu'elles soient. Le traitement du Dr ALBERT est peu dispendieux, facile à suivre en secret ou en voyage et sans aucun danger; il est d'ailleurs accompagné de succès dans toutes les saisons et dans tous les climats. Rue Montorgueil, 21. Consultations gratuites tous les jours. TRAITEMENT PAR CORRESPONDANCE. (Affr.)

AVIS.

Toutes les Annonces de MM. les Officiers ministériels, de quelque nature qu'elles soient, celles relatives aux Sociétés commerciales et celles des Compagnies de Chemins de Fer, doivent être déposées directement au bureau de la GAZETTE DES TRIBUNAUX. Toutes les annonces industrielles et réclames sont également reçues au bureau du Journal.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1849, dans les PETITES-AFFICHES, la GAZETTE DES TRIBUNAUX et LE DROIT.

SOCIÉTÉS. D'un acte sous seings privés, fait triple, à Paris, le 17 décembre 1849, dûment enregistré. Il appert : Que MM. Gabriel ODIER, Adrien ODIER et Jean-Marc ODIER, banquiers, ont déclaré proroger pour deux années, qui finiront le 31 décembre 1851, la société en nom collectif qu'ils ont formée, sous la raison sociale Gabriel ODIER et C°, suivant acte en date du 15 décembre 1847, enregistré, et ce, aux mêmes clauses et conditions contenues en l'acte constitutif de société. Pour extrait : R. VERNON. (1466) Suivant acte reçu par M. Hippolyte Lejeune et son collègue, notaires à Paris, le 12 décembre 1849, enregistré : M. Benjamin MARICOT, marchand papeterier, demeurant à Paris, rue Nationale-Saint-Martin, 29; Et M. Toussaint-Joseph MARTEAU, commis papeterier, demeurant à Paris, rue Nationale-Saint-Martin, 29; Ont formé entre eux une association en nom collectif pour l'exploitation pendant six ans, du 1er janvier 1850 au 31 janvier 1856, du fonds de commerce de marchand papeterier et de fabrication de cartes en feuilles et de papiers de couleurs, appartenant à M. Maricot; le dit fonds de commerce établi à Paris, rue Nationale-Saint-Martin, 29, et la fabrique à Belleville, près Paris, rue des Amandiers, 60. Le siège de la société sera à Paris, rue Nationale-Saint-Martin, 29. La raison et la signature sociales seront MARICOT et MARTEAU. Les deux associés auront chacun la signature sociale, mais pour être valables, les billets, traites et lettres de change, devront être signés par les deux associés conjointement. Le fonds social a été fixé à 100,000 fr. M. Maricot a apporté dans la société 50,000 fr. composés d'argent comptant et de la valeur de son fonds de commerce, et de sa fabrique et de marchandises. M. Maricot a apporté une somme de 20,000 fr. en argent. (1167) TRIBUNAL DE COMMERCE. Liquidations judiciaires. (DÉCRET DE 22 AOÛT 1848.) CONVOCATIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal

Jugemens du Tribunal de commerce de Paris, du 21 déc. 1849, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture au jour : Du sieur RENAUD (Nicolas-Gabriel), md de vins, à Bourg-la-Reine, nommé M. Lebel juge-commissaire, et M. Geoffroy, rue d'Argenteuil, 41, syndic provisoire (N° 9259 du gr.). Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics. NOTA. Les tiers-porteurs d'effets ou d'endossesments n'étant pas connus sont priés de remettre au greffier leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes. Faillites. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugemens du Tribunal de commerce de Paris, du 19 déc. 1849, qui déclarent la faillite ouverte et en fixent provisoirement l'ouverture au jour : Du sieur RICHARD, négociant, rue des Lombards, 34, nommé M. Compagnon juge commissaire, et M. Millet, rue Mazagan, 3, syndic provisoire (N° 9230 du gr.).

à Montrouge, le 23 décembre à 9 heures (N° 8830 du gr.). Du sieur FÉRET (Jean François), charbonnier à Vaugrès, le 23 décembre à 11 heures (N° 1874 du gr.). Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics. NOTA. Il ne sera admis que les créanciers reconnus. PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indiquant des sommes à réclamer, MM. les créanciers : Du sieur RICHARD (Pierre-Marie-Constant), décodé, md de vins en gros,

de peinture, id. — Longuet, md de papiers, id. — Debruel, peintre en bâtiments, id. — Noroia, menuisier, rue de Valenciennes, 18. — M. Grognot, maître lyrique, conc. — Hognin, maître maçon, id. DÈCÈS ET INHUMATIONS. Du 20 décembre 1849. — M. Birou, 22 ans, rue du Fig-St-Hippolyte, 106. — M. Duran, 75 ans, rue des Champs-Elysées, 9. — Mlle Forgemolle, rue Gillion, 17. — Mme Lallemand, 63 ans, rue des Filles-du-Calfin, 12. — Mme veuve Pinatel, 65 ans, rue de Bercy, 32. — Mme Legrand, 57 ans, rue Philippeaux, 28. — Mme Bouquet, 26 [N° 9129 du gr.]. ASSEMBLÉES DU 23 DÉCEMBRE 1849. ONZE HEURES : Evors, commis en marchandises, synd. — Déjardin, bout de constructions, id. — Roger, boulanger, conc. — Pernelet et C° (société), redd. de comptes. — Caron, lampiste, id. UNE HEURE : Verreaux, horloger, vérif. — Nivault, md de vins, id. — La-porte, md de cuir, redd. de comptes. — Carot, md de broderies, id. art. 510. — Quéro, charcutier, id. art. 510. — Caron, md de bois, id. — Blanchin, mécanicien, id. DEUX HEURES 1/2 : Jacquemart, ent. de serrurerie, id. — Rostand, ent.